



L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION / JEUDI 2 MAI 2024 // N°804 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

LE SOUDAN RÉCLAME UNE RÉUNION D'URGENCE DU CONSEIL DE SÉCURITÉ

LES ACCUSATIONS D'ALGER CONTRE ABOU DHABI SE TROUVENT JUSTIFIÉES

Lire en page 3



ATTAF S'ENTRETIENT À DOHA AVEC DBEIBAH

LE DOSSIER LIBYEN, UN FONDAMENTAL DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Lire en page 3



GUTERRES MET EN GARDE LES SIONISTES :

UNE OFFENSIVE À RAFAH REPRÉSENTERAIT UNE "ESCALADE INTOLÉRABLE"

Lire en page 4



LES MESSAGES DU PRÉSIDENT TEBBOUNE À L'OCCASION DU 1 ER MAI/JOURNÉE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

« LES CLASSES OUVRIÈRES AVAIENT ÉTÉ ABANDONNÉES PAR LE CLAN AU POUVOIR AVANT 2019 »

Lire en page 3



ARKAB À LA CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE DU G7 :

L'ALGÉRIE VISE À PRODUIRE 110 MILLIARDS DE MÈTRES CUBES DE GAZ PAR AN

Lire en page 6





PRETORIA SUIT DE PRÈS L'ENQUÊTE DE LA CPI CONTRE NETANYAHU



La présidence de la République d'Afrique du Sud a annoncé qu'elle suivait de près l'enquête dans le cadre de laquelle la Cour pénale internationale (CPI) pourrait émettre un mandat d'arrêt contre le chef du gouvernement de l'entité sioniste, le dénommé Netanyahu.

Le porte-parole de la Présidence sud-africaine, Vincent Magwenya, a déclaré

lundi soir lors d'une conférence de presse que «son pays s'attend à ce que la CPI émette un mandat d'arrêt contre Netanyahu au cours de cette semaine». «Nous suivons de près les développements liés à l'éventuel mandat d'arrêt. Nous saluons toute intervention des institutions soucieuses de protéger le droit international et de

garantir la vie des citoyens tout en prenant ces mesures», a-t-il ajouté. Il a souligné l'engagement de l'Afrique du Sud envers les principes du droit international en tant qu'Etat membre de la Cour pénale internationale, ajoutant que Pretoria pense qu'«aucun pays ni individu ne devrait être au-dessus du droit international».

PROTECTION CIVILE

CAMPAGNE DE PRÉVENTION DES RISQUES LIÉS À LA SAISON ESTIVALE

La Direction générale de la Protection civile a lancé la campagne annuelle de prévention des risques liés à la saison estivale. Cette dernière a pour objectif de sensibiliser les citoyens quant à certains risques tels que «les dangers de la mer, la noyade dans les plans d'eau, la prévention contre les incendies de forêt, récoltes, palmeraies, ainsi que l'envenimement scorpionique, les accidents de la circulation et les intoxications alimentaires». A cet effet, la Direction générale de la Protection civile mettra en application un programme riche et diversifié «en coordination avec les différents organismes et mouvements associatifs en relation avec la gestion de la saison estivale», indique un communiqué de la



même direction générale. «La concrétisation des actions et activités programmées, une large diffusion des différents conseils et messages préventifs, l'adhésion de nos concitoyens et l'implication des parents

vont permettre certainement d'instaurer une culture de prévention qui vise à éviter ou réduire la gravité de ces risques qui demeurent pour l'essentiel évitables», explique un communiqué.

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ANNONCE L'OUVERTURE D'UN CONCOURS NATIONAL

Le ministère de la Justice a annoncé l'ouverture d'un concours national d'accès à la profession de traducteur-interprète officiel (500 postes au niveau national), indique un communiqué du ministère. Le ministère invite toute personne désirant postuler à ce concours à consulter son site officiel www.mjustice.dz ou sa page Facebook pour de plus amples informations.

LE LEADER DE L'OPPOSITION ISRAËLIENNE VS NETANYAHU, GIVR, GANTZ ET GALLAND YAIR LAPID : «ISRAËL EST L'OTAGE DE FOUS IRRESPONSABLES»

Le leader de l'opposition israélienne, Yair Lapid, a lancé, mardi soir, une virulente charge contre le gouvernement du Premier ministre Benjamin Netanyahu, estimant que son pays était devenu «l'otage de fous irresponsables». Lapid, leader du parti «Il y a un futur», a déclaré sur la plateforme X : «L'État d'Israël est devenu l'otage de fous irresponsables, et cela ne peut plus durer.» L'opposition accuse Netanyahu (74 ans) de ne pas avoir atteint les objectifs de la guerre en cours contre la Bande de Gaza, depuis le 7 octobre 2023, notamment l'élimination du Hamas et le retour des prisonniers israéliens détenus dans l'enclave assiégée. Netanyahu s'accroche cependant à sa position et rejette les appels à la démission et à l'organisation d'élections anticipées. Il affirme que cela «paralyserait l'État et gênerait les négociations sur l'échange de prisonniers pendant une période pouvant aller jusqu'à 8 mois». «Un ministre ayant un casier judiciaire (le ministre de la sécurité nationale Itamar Ben Gvir) se tient dans le bureau du Premier ministre et le

menace de conséquences s'il ne fait pas ce qu'on lui demande», a ajouté Lapid. Et de poursuivre : «(par ses actions) Ben Gvir dit au monde entier et à toute la région que Netanyahu est faible et travaille pour lui, et il est incroyable qu'il (Ben Gvir) n'ait pas été exclu immédiatement (du gouvernement).» A la suite d'une réunion tenue avec Netanyahu, mardi, Ben Gvir a déclaré : «J'ai mis en garde le premier ministre contre le fait de ne pas entrer à Rafah (sud de la Bande de Gaza), de mettre fin à la guerre et de conclure un accord illégal (d'échange de prisonniers et de cessez-le-feu)». «Le Premier ministre a pris connaissance de ces propos et a promis qu'Israël entrerait à Rafah, que la guerre ne s'arrêterait pas et qu'un mauvais accord ne serait pas conclu... et il a très bien compris ce que cela signifierait si cela ne se produisait pas», a ajouté Ben Gvir. Chef du parti d'extrême droite «Force juive», Ben Gvir a déjà menacé à plusieurs reprises de se retirer du gouvernement et de le renverser si ces trois conditions n'étaient pas respectées.

L'EURO RECULE SUR LE MARCHÉ DE CHANGE PARALLÈLE

Après plusieurs semaines de hausse, la devise étrangère vient de reculer. En effet, l'euro a connu une légère baisse sur la principale place du marché informel, le Square Port Saïd. La devise unique européenne s'échange à 239 dinars à la vente et à 237 dinars à l'achat.

Il faut également souligner que sur une année, la valeur du dinar algérien a connu une hausse de 4,5 % par rapport au dollar américain (comparaison faite entre en 2023 et 2022). Ce sont les chiffres communiqués par le ministre des Finances.

MANIFESTATION POUR LE BOYCOTT D'ISRAËL AUX JO DE PARIS

LE DÉPUTÉ DE LA «FRANCE INSOUMISE» DEMANDE L'EXCLUSION D'ISRAËL DES JEUX OLYMPIQUES

Réunis à l'appel de l'association EuroPalestine, les manifestants ont tenu à rappeler la sanction qui exclut la Russie des JO de Paris.

Les athlètes russes devront défiler sous bannière neutre, c'est-à-dire avec un tee-shirt portant les anneaux olympiques, le drapeau russe n'apparaîtra nulle part. Le Comité International Olympique a sanctionné la Russie après le déclenchement de la guerre en Ukraine et parce que la Russie n'a pas respecté la charte olym-

pique en déclarant les athlètes ukrainiens des zones contrôlées comme russes. Pour les manifestants, si on exclut la Russie, on doit exclure Israël. Il ne doit pas y avoir deux poids, deux mesures.

Début mars, une trentaine de députés français avaient écrit au CIO pour demander que les athlètes israéliens défilent sous bannière neutre comme les athlètes russes. La réponse du CIO a été la suivante : aucune sanction n'est prévue contre Israël. Malgré 7 mois de guerre acharnée,

plus de 34 000 morts, plus de 140 sportifs et coaches palestiniens tués. Les infrastructures sportives à Gaza ont bien sûr été détruites et il a fallu exfiltrer sous les bombes parfois quelques sportifs palestiniens susceptibles de se qualifier pour les JO de Paris, certains ont été tués, d'autres ont perdu des membres de leur famille. Le Comité olympique palestinien a dû faire appel à des pays voisins pour pouvoir entraîner ses sportifs. 6 athlètes sont normalement sur les rangs pour Paris.

Thomas Bach, le président du CIO, a déclaré la semaine dernière à l'agence de presse AFP qu'il «inviterait» les athlètes palestiniens qui ne réussissent pas à se qualifier pour les JO 2024.

Aucune mention des athlètes palestiniens tués, aucune mention des athlètes israéliens et leur soutien ou non au conflit. Les athlètes russes qui participent aux JO de Paris doivent, eux, respecter une condition : ne pas avoir soutenu la guerre en Ukraine.

L'EXPRESS

Quotidien national d'information
édité par la
SARL ADRA COM

Adresse : Maison de la
presse Abdelkader safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger
Tel/FAX Administration
et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION:

ZAHIR MEHDAOUI

zahir.mehdaoui1969@gmail.com

Email:

redaction@express-dz.com

Site Web:

www.lexpressquotidien.dz

/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur
de l'administration
et des finances
NOURDINE BRAHMI
Service-pub@expressquotidien.dz

**Impression SIA
Alger Bab Ezzouar**

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
**L'Entreprise Nationale
de communication d'Édition
et de Publicité»
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur
Alger**

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45
020.05.13.77

Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LES MESSAGES DU PRÉSIDENT TEBBOUNE À L'OCCASION DU 1^{ER} MAI, JOURNÉE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

«Les classes ouvrières avaient été abandonnées par le clan au pouvoir avant 2019»

A l'occasion de célébration de la Journée internationale des travailleurs, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, s'est rendu hier, à la Maison du peuple (Alger), où il a présidé la cérémonie de célébration de cette journée.

Le président a été accueilli à la Centrale syndicale par le Secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Amar Takdjout, et le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentalb. Par la suite, il a déposé une gerbe de fleurs devant les stèles commémoratives du chahid Aïssat Idir et de l'ancien Secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), le chahid Abdelhak Benhamouda, où il a récité la Fatiha du Saint Coran. Lors de son discours à la Maison du Peuple, le président Tebboune a rappelé la situation déplorable de l'économie, totalement effondrée, et les conditions misérables que connaissait l'Algérie avant 2019, dernière année d'une «décennie mafieuse». Il a, en outre, affirmé que célébrer la Journée internationale du travail avec tous les piliers de l'histoire



contemporaine de l'Algérie, est «une occasion de se souvenir de la lutte et la longue histoire de la lutte menée par des hommes, à l'exemple de Aïssat Idir, qui ont privilégié l'intérêt national avant tout». Le président de la République

est revenu sur le discours mensonger de l'époque, «selon lequel le Trésor public n'était pas en mesure de payer les salaires des travailleurs». La réserve de change avait alors atteint son plus bas niveau et la corrup-

tion a ravagé tous les secteurs pendant la décennie de règne des gangs, une décennie au cours de laquelle «la classe ouvrière, la classe moyenne et la classe vulnérable ont été complètement abandonnées». Le président de la République a expliqué que ces pratiques visaient à démoraliser les Algériens et à livrer le pays à l'extérieur en le plaçant entre les mains du Fonds monétaire international, avant que le Hirak béni ne vienne sauver le pays de ces pratiques mafieuses. Le Président a souligné la nécessité, aujourd'hui, «d'établir des règles de dialogue et de concertation avec l'Union générale des travailleurs algériens et tous les patriotes afin de parvenir à des solutions équitables». Aussi, et par le serment donné aux martyrs de la Révolution, Tebboune a réitéré sa promesse de «ne pas aller vers l'endettement extérieur».

I.Med Amine

UGTA

Amar Takjout salue les décisions prises par le président de la République

Le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Amar Takjout, a salué, ce mercredi, à la Maison du peuple, dans son allocution à l'occasion de la célébration de la fête internationale du travail, «la participation du président de la République, M. Abdelmadjid Tebbou-

ne, à la célébration de la fête internationale du travail, en concrétisation de ses engagements et en reconnaissance des efforts des travailleurs dans le processus de construction». Amar Takjout a rappelé, à cette occasion, «les acquis réalisés dans le monde du travail, comme l'aug-

mentation des salaires et des pensions de retraite des travailleurs». Du reste, le patron de la Centrale syndicale a salué «les décisions prises par le Président dans le domaine agricole», qui, selon lui, «ont contribué à la réalisation de l'indépendance alimentaire de l'Algérie».

LE SOUDAN RÉCLAME UNE RÉUNION D'URGENCE DU CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU

Les accusations d'Alger contre Abou Dhabi se trouvent justifiées

S'il fallait une nouvelle preuve contre les menées émiratistes dans la région saharosahélienne, Khartoum l'aura largement donnée dans la dernière lettre de l'ambassadeur soudanais aux Nations unies accusant Abou Dhabi d'«agression des Émirats arabes unis contre le peuple soudanais». En effet, selon les médias soudanais de langue arabe, les Forces armées soudanaises du général al-Burhan accusent Abou Dhabi d'approvisionner en armes et en équipements, via le Tchad, les paramilitaires du général Mohamed Hamdane Daglo contre lesquels elles se battent depuis un an. Cela les rend complices des crimes commis par cette milice, ajoute le représentant du Soudan aux Nations unies dans sa missive. Que ce soit par l'intermédiaire de Haftar dans le Fezzan, pour exfiltrer des paramilitaires pour appuyer des «Hemetti», ou par l'intermédiaire de

N'djaména pour arriver à seconder le même homme-lige au Soudan, les procédés changent mais tendent vers le même objectif : faire tomber le général Al Borhane, le président de la Transition reconnu par la communauté internationale, et qui a été reçu récemment à Alger par le président Abdelmadjid Tebboune. Il y a huit mois, la presse américaine rapportait que des armes avaient été découvertes dans un avion-cargo émirati censé transporter de l'aide humanitaire aux réfugiés soudanais au Tchad. Depuis, un rapport d'experts de l'ONU sur le Soudan a qualifié ces informations de «crédibles», ajoutant que selon des témoignages recueillis, ces équipements étaient déchargés d'appareils arrivant à Amdjarrass, côté tchadien, puis traversaient la frontière où ils étaient remis aux forces paramilitaires. Les Émirats arabes unis ont toujours démenti ces accusations,

jugées sans fondement. Ndjama aussi. C'est «archifaux», a redit la semaine dernière le président de transition du Tchad, Mahamat Idriss Déby. Pourtant, des comptes rendus de presse affirment que des déplacements aériens et plusieurs vols ont eu lieu ces derniers jours entre Abou Dhabi et le Tchad. Les paramilitaires ont récemment renforcé leur position autour d'El Fasher et s'approprieraient, selon des observateurs, à lancer une offensive sur la capitale du Darfour-Nord. Les Émirats ont leur agenda politique et militaire au Soudan, travaillant pour leur propre compte ou en sous-traitance, les menées souterraines qu'ils opèrent dans la région sahélienne commandent d'être très attentifs à leur jeu de Monopoly, agissant par-ci, ruinant par-là, suivant un parcours fléché tracé d'avance.

Par Fayçal Oukaci

ATTAF S'ENTRETIENT À DOHA AVEC DBEIBAH

LE DOSSIER LIBYEN, UN FONDAMENTAL DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Le dossier libyen est plus que jamais présent dans les priorités de la diplomatie algérienne. La récente rencontre tripartite Tebboune-Essaïed-El Menfi a permis à Alger de prendre la pleine mesure des craintes de Tripoli de tomber dans le piège tendu par le jeu des stratégies de puissance et les menées de sous-sol opérées en Cyrénaïque.

Et c'est dans cette perspective de s'enquérir sur le progrès de Tripoli dans son dossier que le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, s'est entretenu, mardi à Doha (Qatar), avec le chef du Gouvernement d'unité nationale de la Libye, pays frère, Abdelhamid Dbeibah, en marge de sa participation aux travaux de la 3^e session du Forum économique et de coopération arabe avec les pays d'Asie centrale et l'Azerbaïdjan, selon un communiqué du ministère.

A cette occasion, les deux parties ont examiné «les moyens de renforcer les relations de coopération et de fraternité entre les deux pays et peuples frères, ainsi que les perspectives de les hisser à des niveaux supérieurs dans tous les domaines d'intérêt commun mutuellement bénéfiques», précise la même source.

Les deux parties ont également procédé à «un échange de vues et d'analyses sur les développements sur la scène libyenne, ainsi que les développements de la situation politique et sécuritaire dans la région».

I.Med Amine

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DE LA NATION, SALAH GOUDJIL, LE RÉITÈRE :

«LES POSITIONS DE L'ALGÉRIE ENVERS LA PALESTINE SONT IMMUABLES»

Le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil, a affirmé, mardi à Alger, que les positions de l'Algérie envers la Palestine étaient «immuables» et ses approches vis-à-vis des questions d'occupation «déterminantes et exhaustives», indique un communiqué de la chambre haute du Parlement.

Lors d'une réunion avec la délégation du Conseil de la nation ayant participé aux travaux de la 5^e Conférence de la «Ligue des parlementaires pour Al Qods», tenue du 26 au 28 avril à Istanbul (Turquie), M. Goudjil a rappelé que «les positions de l'Algérie envers la Palestine sont immuables et ses approches vis-à-vis des questions d'occupation sont déterminantes et exhaustives, appelant à «diffuser et défendre ces positions à travers l'accompagnement de la diplomatie officielle dans les batailles honorables qu'elle mène sur tous les fronts, en soutien aux peuples palestinien et sahraoui, sous la supervision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et suivant ses orientations», selon la même source.

I.Med/avec APS

SOUTIEN À LA CAUSE
PALESTINIENNE

LES EFFORTS DE L'ALGÉRIE SALUÉS PAR LE FORUM DE DOHA

Les ministres des Affaires étrangères des pays arabes, des pays d'Asie centrale et de l'Azerbaïdjan ont salué, avant-hier, dans le communiqué final ayant couronné la 3^e session du Forum économique et de coopération arabe avec les pays d'Asie centrale et l'Azerbaïdjan, les efforts de l'Algérie pour la réalisation de la réconciliation entre les factions palestiniennes, une initiative lancée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en 2022.

Lors de cette session tenue à Doha, les ministres des Affaires étrangères ont valorisé le rôle de l'Algérie et ses démarches à l'ONU, au service de la cause palestinienne, pour permettre à la Palestine de devenir un Etat membre à part entière des Nations Unies.

Ils se sont également félicités de la participation de plusieurs pays arabes et de l'Azerbaïdjan au Sommet des pays exportateurs de gaz (GECF), tenu le 2 mars dernier à Alger, saluant à ce propos l'inauguration du siège de l'Institut de recherche sur le gaz (GRI) à Alger.

R.N.

COOPÉRATION

CHERFA REÇOIT LE CONSEILLER DIPLOMATIQUE DE LA PREMIÈRE MINISTRE ITALIENNE

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, a reçu, mardi, le Conseiller diplomatique de la Première ministre italienne en charge du "Plan Mattei pour l'Afrique", Fabrizio Saggio, avec lequel il a passé en revue l'état des relations bilatérales et les moyens de renforcement de la coopération entre les deux pays, indique un communiqué du ministère.

Lors de la rencontre, qui s'est déroulée en présence de l'ambassadeur d'Italie en Algérie, "les deux parties ont passé en revue l'état des relations bilatérales privilégiées liant l'Algérie et l'Italie dans différents domaines", précise le communiqué. Les entretiens entre Cherfa et Saggio ont porté sur des projets d'investissement en Algérie dans le domaine agricole, notamment les cultures stratégiques s'inscrivant dans le cadre du programme du Gouvernement pour le renforcement de la sécurité alimentaire, selon la même source.

Les deux parties ont, en outre, examiné les opportunités de coopération dans les domaines technique et de formation, notamment en matière de lutte contre la désertification et l'adaptation aux changements climatiques, note enfin le communiqué.

R.S.

GHAZA

Plusieurs martyrs et blessés au 208^e jour de l'agression sioniste

Plusieurs Palestiniens sont tombés en martyrs et d'autres ont été blessés, hier, dans de nouveaux bombardements de l'entité sioniste contre diverses zones de la bande de Ghaza, a rapporté l'agence de presse Wafa.

L'agression sioniste contre la bande de Ghaza est entrée dans son 208^e jour, sur fond de bombardements d'avions de guerre et d'artillerie de l'entité sioniste sur des places résidentielles et à proximité des centres d'hébergement, en particulier dans les villes de Ghaza, Rafah, Deir al-Balah et le camp de Nuseirat, faisant encore plus de martyrs et de blessés, ainsi que de bâtiments et de biens détruits, souligne Wafa. Ainsi, plusieurs Palestiniens sont tombés en martyrs et d'autres ont été blessés à la suite d'un bombardement de l'occupant sioniste ayant visé un immeuble résidentiel de la rue Al-Jalaa, au centre de la ville de Ghaza, ajoute la même source, relevant que cette énième tragédie a été confirmée par des sources médicales à l'hôpital Al-Ahly Al-Arabi "Al-Mamadani". Les mêmes sources ont égale-



ment souligné que trois martyrs et quatre blessés, dont des enfants, ont été retrouvés après le bombardement de la rue Al-Jalaa. Les tirs d'artillerie des forces d'occupation sioniste ont, en outre, visé le quartier d'Al-Zaytoun, au sud-est de la ville de Ghaza, le quartier de Tal Al-Hawa, au sud-ouest et le quartier d'Al-Sabra au centre ville. Dans le centre de la bande de Ghaza, un avion de guerre de l'entité sioniste a tiré plusieurs missiles sur le camp de Nuseirat

et la région est de la ville de Deir al-Balah. Au Sud de l'enclave palestinienne, des sources sanitaires ont rapporté qu'une Palestinienne est tombée en martyre des suites de sa blessure lors d'un bombardement d'artillerie ayant visé l'est de la ville de Rafah. Le bilan de l'agression génocidaire sioniste contre la bande de Ghaza s'est alourdi mercredi à 34.568 martyrs et 77.765 blessés, depuis le 7 octobre dernier, ont indiqué les autorités palestiniennes

de la Santé.

Sur le plan politique, le Mouvement de libération nationale palestinien (Fatah) et Mouvement de la résistance palestinienne, Hamas, ont exprimé leur volonté politique de parvenir à la réconciliation par le dialogue et la consultation, et de s'efforcer de réaliser l'unité palestinienne.

Les deux factions palai-siennes, réunies en Chine, "avaient pleinement exprimé leur volonté politique de parvenir à la réconciliation par le dialogue et la consultation, et elles avaient discuté de nombreuses questions spécifiques et réalisé des progrès positifs", ont rapporté des médias palestiniens.

"Les deux parties ont convenu de poursuivre ce processus de dialogue et de s'efforcer de réaliser au plus tôt l'unité palestinienne", selon les mêmes sources.

R.I.

GUTERRES MET EN GARDE LES SIONISTES :

Une offensive à Rafah représenterait une «escalade intolérable»

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a mis en garde, mardi, contre une offensive terrestre des forces d'occupation sionistes contre Rafah, dans le sud de la bande de Ghaza, qui représenterait, selon lui, une "escalade intolérable".

"Un assaut militaire contre Rafah constituerait une escalade intolérable, tuant des milliers de civils supplémentaires et forçant des centaines de milliers d'autres à fuir", a affirmé à la presse Guterres, appelant l'entité sioniste à ne pas le faire.

Une telle offensive "aura un impact dévastateur sur les Palestiniens de

Ghaza et de graves répercussions sur la Cisjordanie occupée et sur l'ensemble de la région", a-t-il ajouté.

"Tous les membres du Conseil de sécurité et de nombreux autres Etats ont clairement exprimé leur opposition à une telle opération. Je demande à tous ceux qui ont une influence sur l'entité sioniste de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour l'empêcher", a encore dit le chef de l'ONU.

La ville de Rafah est devenue un refuge pour un million et demi de Palestiniens, ayant fui les bombardements des forces d'occupation sioniste dans le nord du territoire après le début de l'agression

génocidaire le 7 octobre dernier. Guterres s'est, par ailleurs, dit "profondément inquiet" par la découverte de fosses communes dans les deux principaux hôpitaux de la bande de Ghaza et a appelé à la tenue d'une enquête indépendante.

"Il est impératif que des enquêteurs internationaux indépendants (...) soient autorisés à accéder immédiatement aux sites afin de déterminer les circonstances exactes" dans lesquelles les Palestiniens sont tombés en martyrs et ont été enterrés ou ré-enterrés", a-t-il déclaré.

R.I.

SELON UN SONDAGE

58 % des Israéliens soutiennent la démission immédiate de Netanyahu

Un sondage d'opinion publique a montré que 58 % des Israéliens soutiennent la démission immédiate du Premier ministre Benjamin Netanyahu. Cela ressort des résultats d'un sondage réalisé par la chaîne israélienne Channel 12, dont les résultats ont été publiés mardi soir, auprès d'un échantillon aléatoire de 500 personnes. Le sondage a révélé que 58 % des Israéliens estiment que Netanyahu devrait démissionner de son poste immédiatement, tandis que 48 pour cent des participants pensaient que le ministre de la Défense Yoav Galant devrait démissionner, tandis que 56 pour cent d'entre eux soutenaient la démission du chef de l'Agence générale de sécurité (Shin Pari), Ronen Bar. La chaîne a indiqué que "la moitié de l'au-

dience a soutenu la démission immédiate du chef d'état-major des forces de défense israéliennes, Herzl Halevy". Concernant les élections, 54 % des participants ont soutenu la tenue d'élections anticipées, selon les résultats de l'enquête. 37 % ont soutenu la démission du chef du Parti de l'unité nationale, du ministre du Gouvernement de guerre, Benny Gantz, et du ministre du Gouvernement de guerre, Gadi Eizenkot. 36 % des participants considèrent Gantz comme le plus apte à diriger le gouvernement, contre 30 pour cent qui estiment que Netanyahu est le plus apte à ce poste. Les résultats du sondage indiquent surtout que si des élections avaient lieu aujourd'hui, le parti de Gantz obtiendrait 31 des 120 sièges à la

Knesset. Alors que le parti « Likoud », dirigé par Netanyahu, obtient 18 sièges, tandis que le parti « Il y a un avenir », dirigé par le chef de l'opposition Yair Lapid, obtient 15 sièges. Pour former un gouvernement, il faut obtenir la confiance d'au moins 61 membres. Aucune élection n'est à l'horizon, compte tenu de l'insistance de Netanyahu pour qu'elles n'aient pas lieu pendant la guerre dans la bande de Ghaza. Le gouvernement sioniste de Netanyahu fait l'objet de sévères critiques dans les milieux israéliens en raison de son incapacité à prévoir à l'avance l'attaque du mouvement Hamas contre les colonies adjacentes à la bande de Ghaza le 7 octobre et de la manière dont il a traité la question des détenus israéliens dans la bande.

M.M.

RÉINSERTION SOCIALE

6 890 détenus inscrits aux épreuves du baccalauréat 2024

Le nombre de détenus des établissements pénitentiaires inscrits à l'examen du baccalauréat 2024, à travers le pays, est de 6 890 candidats, a affirmé, avant-hier, depuis Guelma, le directeur de la recherche et de la réinsertion sociale des détenus au sein de la direction générale de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion.

C'est lors d'une communication intitulée «La politique de réinsertion sociale et d'accompagnement des détenus», que Kada Belghitri Fedhloune a précisé, au cours du 1er Colloque national sur «la santé psychologique des détenus et leur accompagnement pour prévenir la récidive», ouvert par le wali de Guelma, Houria Aggoun, à l'Université du 8-Mai 1945, que les détenus inscrits au baccalauréat, cette année, sont des deux sexes et sont répartis entre les différentes filières.

La direction générale de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion «a pris toutes les mesures et dispositions nécessaires, aux plans organisationnel et logistique, pour permettre aux détenus-candidats de passer les épreuves du baccalauréat dans de bonnes conditions», dira-t-il, lors de cette rencontre organisée par les services extérieurs de l'administration pénitentiaire chargés de la réinser-

tion sociale des détenus, en coordination avec l'université de Guelma. Belghitri Fedhloune a précisé que le «nombre important» de détenus ayant décroché le baccalauréat, au cours des années précédentes «poursuivent actuellement leurs études universitaires».

Il a annoncé, à ce propos, que 1.042 détenus suivent des études à distance à l'université de la formation continue, parmi lesquels 13 sont inscrits en Master.

Après avoir souligné que l'éducation occupe une place importante dans la tâche dévolue aux établissements pénitentiaires, le même responsable a indiqué, par ailleurs, que le nombre de détenus inscrits, cette année, à l'examen du Brevet d'enseignement moyen (BEM) a atteint 5.430 candidats à travers le pays, notant que le nombre total de détenus inscrits dans les trois paliers de l'enseignement, au titre de l'année scolaire

2023-2024 à travers le pays, a atteint les 44.354. De son côté, le wali de Guelma, Mme Houria Aggoun, qui avait auparavant présidé l'ouverture de ce colloque organisé sous le slogan «L'intégration des détenus est la responsabilité de tous», a évoqué, dans son intervention «les grands efforts déployés par les autorités algériennes dans le domaine de l'amélioration des conditions de détention dans les établissements pénitentiaires, de l'accompagnement des détenus et de leur réinsertion dans la société».

Elle a souligné, dans ce contexte, que ces efforts sont illustrés par «la révision des textes législatifs» et la «construction d'établissements pénitentiaires conformes aux normes internationales», tout en assurant «une prise en charge psychologique et sanitaire et un accompagnement social des détenus».

R.S.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Une plateforme numérique pour aider les nouveaux bacheliers à choisir leur cursus universitaire

Une plateforme numérique pour aider les nouveaux bacheliers à choisir leur cursus universitaire et à améliorer leur orientation vers des spécialités adaptées à leurs compétences scientifiques a été lancée lundi dernier par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Présidant le lancement de la plateforme, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a souligné que cette plateforme numérique «intervient dans le cadre de la poursuite des efforts visant à conférer davantage de qualité à l'enseignement supérieur et à la recherche scientifique, à travers le développement des

méthodes de gestion, notamment en ce qui concerne l'utilisation des logiciels de l'intelligence artificielle pour l'orientation des nouveaux bacheliers, en veillant à les assister et à les accompagner dans le choix d'un cursus universitaire adapté à leurs compétences scientifiques».

Le ministre dira que cette plateforme «offre, à l'heure actuelle, aux candidats au baccalauréat session 2024, la possibilité d'envisager leurs spécialités universitaires futures, ce qui permettra d'améliorer leur orientation universitaire, en sus de réduire le taux d'échec à la première année universitaire pour certaines spécialités». Le travail de la

plateforme, élaborée par 5 étudiants de l'Ecole nationale supérieure de l'intelligence artificielle, consiste en «la collecte et l'analyse de méga-données relatives à l'orientation des précédentes promotions, proposant ainsi une série de cursus de formation, classés par ordre de priorités adaptées aux compétences scientifiques de l'étudiant». Consultable sur le site du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, la plateforme offre un guide complet contenant des explications sur les étapes d'orientation et d'inscription et les œuvres universitaires.

R.S.

BILAN SÉCURITAIRE DE LA SEMAINE

Un terroriste abattu et onze éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés

Un terroriste a été abattu et 11 éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés, alors qu'un terroriste s'est rendu aux autorités militaires, dans des opérations distinctes, menées par des unités et des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) à travers le territoire national durant la période du 25 au 30 avril, a indiqué, hier, un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté, durant la période du 25 au 30 avril 2024, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national», précise ledit communiqué. Dans le cadre de la lutte antiterroriste et «lors d'une opéra-

tion de fouille et de ratissage dans la zone de Tamoulga, commune de Oued Fedda à Chlef, un détachement de l'ANP a abattu le terroriste 'B. Samir' dénommé 'Abou Dhouha', qui avait en sa possession un (1) pistolet mitrailleur de type Kalachnikov, une quantité de munitions et divers effets, tandis que le terroriste 'G. Abde-rahmane' dénommé 'Youcef Zakaria', s'est rendu aux autorités militaires à Bordj Badji Mokhtar en sa possession un (1) fusil mitrailleur FMPK, un (1) pistolet automatique, une grenade et une quantité de munitions», ajoute le communiqué, relevant que «d'autres quantités d'explosifs et d'équipements de détonations ont été découvertes et détruites». Dans le même sillage, «un détachement de l'ANP a éliminé trois (3) dangereux brigands en leur possession un (1) pistolet automatique, qui semaient le trouble parmi les citoyens à Bordj Badji Mokhtar», note la même source. «De même, d'autres déta-

chements ont procédé à l'arrestation de 11 éléments de soutien aux groupes terroristes, lors d'opérations distinctes à travers le territoire national», indique également le communiqué. Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, et «en continuité des efforts soutenus visant à contrecarrer le fléau du narcotraffic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité lors d'opérations exécutées à travers les Régions militaires, 53 narcotrafiants, et ont mis en échec des tentatives d'introduction de 229 kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, alors que 135 grammes de cocaïne et 986816 comprimés psychotropes ont été saisis», note la même source. A Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Guezzam et Tindouf, des détachements de l'ANP «ont arrêté 317 individus et saisi 33 véhicules, 132

groupes électrogènes, 99 marteaux-piqueurs, 6 détecteurs de métaux, ainsi que des quantités d'explosifs, d'outils de détonation et d'équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite». De même, «35 autres individus ont été interceptés et 23 fusils de chasse, 4 pistolets automatiques, 46791 litres de carburants, 100 quintaux de denrées alimentaires destinées à la contrebande et la spéculation, 63 quintaux de tabacs et 69068 unités de diverses boissons ont été saisis lors d'opérations distinctes à travers le territoire national». Par ailleurs, les Garde-côtes «ont mis en échec, sur les côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine de 8 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 272 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national», conclut le communiqué.

R.N.

PROTECTION CIVILE

BRAHIM MERAD PRÉSIDE LA CÉRÉMONIE DE SORTIE DE DEUX PROMOTIONS

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad a présidé, avant-hier, la cérémonie de sortie de la 16e promotion de médecins-lieutenants et de la 47e promotion d'agents de la Protection civile. La cérémonie de sortie s'est déroulée à l'Unité d'instruction et d'intervention de la Protection civile de Dar El-Beïda en présence du directeur général de la Protection civile, le colonel Boualem Boughelaf, de membres du gouvernement, de cadres, et d'ambassadeurs accrédités en Algérie. Les deux promotions comptent 27 médecins-lieutenants et 600 agents des dix wilayas nouvellement créées, ainsi que des étudiants de l'Etat de Palestine, de la Syrie et de la Mauritanie. R.N.

BOURSE D'ALGER

LA COTATION DIGITALISÉE EN PHASE D'ESSAIS

Le Directeur général (DG) de la Bourse d'Alger, Yazid Benmouhoub, a affirmé, avant-hier, que le système digitalisé d'informations et de cotation de la Bourse est entré en phase d'essais, pour être au diapason du processus de numérisation lancé dans le pays et attirer davantage d'investisseurs. Yazid Benmouhoub, dira à ce propos que la Bourse tend à se mettre au diapason «de l'ère de la numérisation», à travers «le lancement du système digitalisé d'informations et de cotation qui est en phase d'essais, alors que nous sommes sur le point de le finaliser». Il a expliqué que ce système sera établi dans un premier temps entre la Bourse et les intermédiaires, puis «les intermédiaires devront, en deuxième phase, mettre en place des solutions numériques au profit du grand public, pour effectuer des opérations d'achat et de vente, d'autant que les transactions financières par téléphone mobile entre les banques et les établissements financiers seront possibles». Pour le Directeur général, ces prestations électroniques vont contribuer à attirer davantage d'établissements et d'investisseurs à la Bourse d'Alger. R.N.

INCLUSION FINANCIÈRE

LA BDL COMPTE LANCER LE E-PAIEMENT À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE

La Banque de Développement Local (BDL) programme le lancement du paiement électronique (E-paiement) à l'échelle internationale, à même de permettre d'effectuer des achats sur des sites internet algériens, et d'effectuer des paiements électronique à partir de l'étranger, selon une responsable de cette banque publique.

La Directrice du développement du paiement électronique à la BDL, Nawel Taleb, a précisé, mardi, dans une déclaration à l'APS, en marge de sa participation à une Journée d'études sur "l'inclusion financière novatrice en Algérie: défis et perspectives", que cette banque a pu faire un progrès considérable dans ce projet, soulignant que "ce service est le premier du genre en Algérie".

Elle a affirmé que le e-paiement à l'échelle internationale "permettra aux étrangers ainsi qu'aux membres de la communauté nationale à l'étranger, de faire des réservations d'hôtel, par exemple, et des achats sur des sites algériens en utilisant le e-paiement".

Elle a précisé que la possède un projet de travail ambitieux pour les trois années à venir, fondé sur le lancement de plusieurs services, aux fins de contribuer à atteindre l'inclusion financière, ajoutant que la BDL serait au rendez-vous du lancement de l'interopérabilité du paiement mobile prévu en juin.

Nawel Taleb a, par ailleurs, annoncé que la BDL avait distribué plus de 8.700 Terminaux de paiement électronique (TPE), dont 60% équipés de la fonctionnalité du paiement sans contact, précisant que le nombre d'opérations effectuées via ces terminaux a atteint environ un million, ce qui représente près de 26% de l'ensemble des opérations au niveau national. La BDL compte 105 commerçants électroniques (E-commerçant) domiciliés à son niveau, parmi 510 commerçants agréés par le Groupement d'intérêt économique de la monétique (GIE monétique), selon la directrice ayant affirmé que ces chiffres "reflète le rôle que les moyens de paiement modernes jouent dans l'accélération de l'opération de l'inclusion financière en Algérie".

R.E.

ARKAB À LA CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE DU G7 :

L'Algérie vise à produire 110 milliards de mètres cubes de gaz par an

Le ministre algérien de l'Énergie, Mohamed Arkab, a révélé, cette semaine, les évolutions de la stratégie de doublement de la production d'énergie primaire, principalement celle de gaz naturel, en complément des objectifs du gazoduc algéro-nigérien, et les évolutions de la transition énergétique.

Selon un communiqué du ministère de l'Énergie et des Mines, rendu public lundi dernier, le ministre de l'Énergie a participé à l'ouverture des activités de la Conférence ministérielle du G7 sur le climat, Énergie et Environnement dans la ville italienne de Turin, à laquelle ont participé les ministres de l'énergie et du climat du groupe.

Arkab a expliqué que l'Algérie a mis en œuvre une stratégie visant à doubler la production d'énergie primaire, notamment de gaz, avec un engagement à sécuriser l'approvisionnement à long terme et à réduire l'empreinte carbone, soulignant l'engagement le pays à renforcer son rôle de fournisseur énergétique mondial fiable, grâce à d'énormes investissements dans les infrastructures d'exploration, de production et de transport du gaz.

Concernant le projet de gazoduc transsaharien, qui relie le Nigeria à l'Europe via l'Algérie et le Niger, le ministre algérien de l'Énergie a déclaré qu'outre son impact social et économique, il soutiendra le développement local et renforcera le rôle stratégique de l'Algérie, tout en améliorant la sécurité énergétique sur la côte nord.

Le ministre algérien de l'Énergie a évoqué, en outre, les efforts de son pays pour assurer la sécurité énergétique et répondre de manière durable à la demande croissante d'énergie, à travers un programme d'investissement de plus de 52 milliards de dollars, alors que le pays vise à augmenter la production de gaz à 110 milliards de mètres cubes annuellement.

Arkab a souligné, par ailleurs, le problème de l'accès à l'énergie, car l'Algérie attache une grande importance à



l'augmentation de la capacité de production d'électricité et au renforcement des infrastructures de transport et de distribution de l'énergie, ce qui a permis d'offrir une couverture idéale au pays et à la majorité des Algériens d'aujourd'hui qui ont accès à l'électricité et au gaz à des prix raisonnables et abordables, ce qui reflète la volonté de l'État d'universaliser l'accès à l'énergie pour tous. Concernant la transition énergétique, le ministre algérien de l'Énergie a indiqué qu'il s'agit d'un processus de développement vers un mix diversifié et équilibré, qui vise à répondre à la demande croissante de manière durable, économique et sûre, tout en réduisant les impacts environnementaux, afin qu'elle réponde aux l'engagement de l'État à atteindre 30 % d'énergies renouvelables dans le mix énergétique national d'ici 2035.

Il a expliqué que ce plan repose sur la mise en œuvre un Programme National des Énergies Renouvelables, qui vise à créer une capacité de 15.000 mégawatts, dont l'Algérie a déjà lancé le projet des

3.000 mégawatts, lui permettant de doubler sa capacité d'énergies renouvelables, selon le communiqué du ministère.

Le ministre a souligné l'engagement de l'Algérie dans les initiatives internationales visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et de méthane, alors que Sonatrach s'est engagée, à travers un important investissement volontaire, à réduire les émissions de gaz brûlés et de méthane, et a rejoint de nombreuses initiatives mondiales à cet égard.

Arkab, a déclaré, par ailleurs, que le développement de l'hydrogène est l'une des priorités du gouvernement algérien, le pays disposant d'atouts importants pour devenir un acteur majeur au niveau régional dans ce domaine, grâce à son potentiel dans le domaine de l'énergie solaire. Il a souligné, à cet effet, que l'Algérie aspire à devenir un hub énergétique majeur au niveau régional et un centre d'échanges énergétiques à travers des projets immenses et ambitieux dans ce domaine.

Le ministre de l'Énergie a

souligné aussi que le renforcement de l'interconnexion électrique avec l'Europe jouera un rôle décisif dans l'accélération de la transition énergétique, tout en soutenant le développement régional, et que le vaste projet d'interconnexion électrique du réseau du sud algérien avec le réseau national sera un catalyseur majeur pour l'intégration significative des énergies renouvelables.

Cette connexion devrait être réalisée grâce à des investissements dépassant deux milliards de dollars, qui amélioreront l'approvisionnement local en électricité et ouvriront des perspectives d'exportation vers l'Europe, tout en trouvant de nouvelles voies pour fournir de l'énergie aux pays africains voisins, a déclaré le ministre.

Quant au projet « Sud 2 », qui vise à relier l'Algérie à l'Europe via un pipeline dédié au transport de l'hydrogène vert, produit localement à partir de sources propres, le ministre a affirmé qu'il placera son pays dans une position avancée dans l'industrie prometteuse de l'hydrogène.

M.H.

PLUS DE 250 INVESTISSEURS SERONT PRÉSENTS

Le 10^e Forum africain sur l'Investissement et le Commerce aura lieu les 4 et 5 Mai à Alger

Le Centre arabo-africain d'investissement et de développement (CAAID) a annoncé, avant-hier dans un communiqué, l'organisation de la 10^e édition du Forum africain de l'Investissement et du Commerce (AFIC10), les samedi et dimanche prochains à Alger, soulignant que l'évènement, organisé sous le thème «La route vers le marché africain», connaîtra la participation de plus de 250 investisseurs et hommes d'affaires venus de 39 pays. Organisé en collaboration avec des instances africaines et arabes à l'hôtel Sheraton d'Alger, le Forum connaîtra la présence de quelque 800 participants ayant des relations directes avec les domaines de

l'économie et les spécialités de la production et de l'investissement, note la même source. Des rencontres B2B seront organisées, à cette occasion, en vue de renforcer le partenariat et la coopération entre tous les acteurs souhaitant accéder aux marchés africains, outre des visites de terrain d'installations, d'usines et d'entreprises en Algérie pour identifier de près les potentialités, les chaînes de production et les opportunités de partenariat et d'échange d'expertises. Lors des précédentes éditions, de nombreuses entreprises économiques algériennes avaient réussi à conclure des accords de partenariat avec des entreprises étrangères dans les secteurs de l'Industrie et du Commerce, expliquant que l'AFIC10 constitue un

grand évènement économique visant à renforcer et à établir un réseau relationnel important sur les plans régional et international par le biais des représentants de plusieurs pays, précise ledit communiqué. La rencontre sera également l'occasion de nouer des liens commerciaux entre les investisseurs et exportateurs algériens et leurs homologues africains, de faire connaître la nouvelle loi sur l'investissement, mais aussi de valoriser les capacités productives de plusieurs secteurs et de jeter les passerelles de communication pour un échange commercial et industriel selon le principe gagnant-gagnant.

R.S.



SAÏDA :

Encourager les agriculteurs à adhérer à l'aquaculture

L'expérience d'élevage du tilapia dans les exploitations agricoles a montré qu'elle a pour avantages d'augmenter les rendements des cultures agricoles et de générer des ressources financières supplémentaires pour les agriculteurs.

Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques Ahmed Badani a souligné, mardi à Saïda, la nécessité d'encourager et d'accompagner les propriétaires d'exploitations agricoles à adhérer à la démarche de l'aquaculture et son intensification, ce qui contribuera à réaliser des gains supplémentaires, rapporte l'APS. Animant un point de presse à la ferme pilote "frères Tahri", dans la commune de Youb, dans le cadre de sa visite dans la wilaya, le ministre a insisté sur la "nécessité d'encourager les investisseurs dans le domaine agricole et leur accompagnement pour se diriger vers l'aquaculture, notamment le poisson Tilapia, très prisé par les citoyens, et qui est mis en vente à des prix compétitifs de 500 DA le kilogramme". M. Badani a rappelé les mesures incitatives et les avantages fiscaux contenus dans la Loi de finances de l'exercice 2024, en vue d'augmenter les capacités productives de la filière aquacole, notamment l'élevage du tilapia et la carpe, ainsi que l'introduction d'une prime incitative pour les producteurs de ce type de poisson, estimée à 50 DA au kilogramme. La taxe sur la valeur



ajoutée (TVA) a également été exonérée de toutes les ventes de produits à base de poisson tilapia, ce qui permet de les mettre à la disposition des citoyens à des prix compétitifs, en plus de réduire la taxe sur la valeur ajoutée pour l'activité de transformation du tilapia et de la carpe, dans le but de lui donner une valeur ajoutée, a ajouté le ministre. Le ministre a appelé les investisseurs dans le domaine de l'aquaculture à s'adresser aux chambres agricoles au niveau de leurs wilayas afin de faciliter l'opération de commercialisation des produits de la pêche d'eau douce dans le cadre des accords conclus par le minis-

trère de la Pêche avec plusieurs entreprises pour commercialiser ce produit à des prix compétitifs dans les différentes wilayas du pays. M. Badani a effectué dans la commune d'Ain Skhoua une visite à la ferme aquacole d'eau douce, activant dans l'élevage intensif de la carpe et du tilapia rouge, dont la capacité productive a atteint 200 tonnes/an. Dans la commune de Maamoura, il a supervisé l'opération d'ensemencement des poissons-mères du tilapia rouge au niveau de l'exploitation agricole, dont la superficie est estimée à 67 hectares et dispose d'importantes ressources hydriques, la quali-

fiante comme une expérience pionnière dans l'aquaculture intégrée à l'agriculture dans la wilaya, et ce, après l'élaboration d'un programme d'ensemencement en collaboration avec la direction de la pêche et de l'aquaculture de la wilaya de Sidi Bel Abbès. Le ministre a achevé sa visite dans la wilaya de Saïda en supervisant une autre opération d'ensemencement de poissons-mères de tilapia dans une exploitation agricole située dans la commune de Youb, qui dispose d'importantes capacités hydriques permettant d'initier l'activité d'aquaculture intégrée dans l'agriculture.

R. R.

DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS FRONTALIÈRES ALGÉRO-TUNISIENNES

Appel à la création d'une banque de données sur les opportunités d'investissement

Les participants à la 22e édition du Symposium international sur le "Développement des régions frontalières algéro-tunisiennes par l'activation des accords de jumelage", clôturée à El-Oued, ont recommandé la nécessité de créer une banque de données numérique sur les opportunités d'investissement existantes dans ces régions.

Les intervenants, experts, juristes et économistes, ont souligné que cette banque de données numérique, répondant à des normes techniques étudiées, "devrait vulgariser les opportunités fiables et communes d'investissement entre les deux pays". Ils ont, dans ce cadre, souligné la nécessité de créer une zone frontalière de libre échange "pour encourager les investissements bilatéraux, garantir les facilitations et les exonéra-

tions douanières". Les recommandations adoptées, lundi à l'issue de cette rencontre, ont appelé à engager des réflexions sur l'ouverture de nouveaux postes frontaliers entre les deux pays par souci de faciliter les opérations de mouvements des personnes et transport des marchandises.

Les participants ont également recommandé l'importance de l'implication de l'institution universitaire dans l'encadrement et l'accompagnement technique des initiatives ayant trait aux préoccupations des populations frontalières, par la création de laboratoires scientifiques, l'élaboration des programmes de formation de cadres spécialisés en gestion des collectivités locales responsables de développement des zones frontalières, en fonction d'un

cadre organisationnel commun pour la coopération scientifique, technique et culturelle entre les institutions universitaires des deux pays. Le développement des régions frontalières implique l'ensemble des acteurs des deux secteurs public et privé, la société civile et l'élite universitaire, ont notamment souligné les participants, avant de solliciter vivement la création d'une instance de coordination commune bipartite composée des différents acteurs. Co-initiée par les facultés, de droit et sciences politiques, et sciences sociales et humaines, cette rencontre s'est articulée sur l'importante activation et concrétisation des projets de jumelage aux retombées positives sur la dynamique économique des deux pays.

APS

ORAN : SALON INTERNATIONAL DE LA LOGISTIQUE OUVERTURE DE LA SEPTIÈME ÉDITION

La logistique est le talon d'Achille de l'économie nationale. Les pouvoirs publics tentent de renforcer ce segment d'activité stratégique. L'organisation d'une telle manifestation à Oran reflète l'intérêt accru pour cette filière. Précisément, la septième édition du salon international des transports et de la logistique (Logistical) a été ouverte, lundi au centre

des conventions "Mohamed Benahmed" d'Oran avec la participation de plus de 70 entreprises algériennes et étrangères, rapporte l'APS. Les ministres du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, et le ministre des Transports, Mohamed El Habib Zahana, ont co-présidé l'ouverture de cette manifestation, organisée à l'initiative de la

Chambre algérienne du commerce et de l'industrie (CACI) et s'inscrit dans le cadre des orientations du gouvernement pour développer et moderniser le secteur du transport et de la logistique, ainsi que la contribution efficace au développement de l'économie nationale et le renforcement des exportations hors hydrocarbures.).

S.D.

MÉDÉA : ANCIENNE CAPITALE
DU BEYLIK DU TITRERI

Sur les traces de son architecture ottomane

L'ancienne capitale du Beylik du Titteri, l'un des trois beyliks en Algérie, fondée vers le milieu du 16e siècle par le bey Hassan, abrite de nombreux monuments remontant à l'époque de la présence ottomane dans la région.

L'influence de la culture ottomane, notamment dans les domaines de l'urbanisme et de l'architecture est toujours visible au centre-ville de Médéa, où plusieurs édifices, demeures et lieux de cultes, se dressent encore à l'intérieur de la ville. L'ancien noyau urbain de la ville renferme le plus grand nombre de constructions datant de cette époque, et dont les premières constructions, calquées sur l'architecture ottomane, remontent à la fin du 16e siècle, avec l'édification de petites maisonnettes en pierres réalisées dans le style des «casbah» érigées à travers de nombreuses villes côtières du pays, telle que la «Casbah» d'Alger ou de Dellys (Boumerdes), a expliqué, le chef de service du patrimoine à la direction de la culture et des arts, Ahmed Merbouche. Quelques bâtisses qui faisaient partie, autrefois, de cette «Casbah» existent encore, mais se trouvent toutefois dans un état de dégradation très avancé. Certaines de ces bâtisses servent de dépôt de marchandises ou de brocantes, d'autres commencent à tomber en ruine en raison des aléas climatiques, mais, surtout, par manque d'entretien et de rénovation. Le secteur de la culture a établi depuis peu, un plan permanent de préservation et de sauvegarde appelé à faciliter la mise en œuvre d'actions destinées à protéger et à promouvoir les vestiges et monuments historiques dont regorge l'ancien noyau urbain de Médéa. Ce plan offre également au secteur de la culture les conditions idoines pour la mise en valeur des vestiges séculaires, tels que l'aqueduc romain, la mosquée «Hannafite», les mausolées de «Sidi-Sahraoui» et «Sidi El-Berkani», «Dar-El-Amir», ancienne demeure de l'Emir Abdelkader transformée en musée national public des arts et des traditions populaires, a indiqué, pour sa part, la directrice de la culture et des arts, Salima Gaoua.

Conscient de la place de la religion au sein de la communauté autochtone, les premiers beys installés à la tête du beylik du Titteri, en particulier le Bey Mustapha, entamèrent de grands travaux de constructions et de rénovation des lieux de culte, dans le but de se rapprocher de la population et renforcer les liens avec cette dernière, notamment les notables de la région. Quatre mosquées furent, ainsi, construites autour de la «Casbah» de Médéa, dont un seul lieu de culte a pu échapper à la campagne de destruction orchestrée par l'occupant français au lendemain de l'invasion du pays. Il s'agit, d'après les écrits du défunt historien Mokhtar Skander, de la mosquée «Mourad», l'un des beys qui se sont succédé à la tête du beylik du Titteri, dédié au rite hanafite. La mosquée, qui porte, aujourd'hui, le nom de l'un des érudits de la région, en l'occurrence le cheikh Fodhil Skander, a fait l'objet, en 2007, de travaux de réhabilitation, à la faveur d'un plan de restauration, chapeauté par la direction de la culture. Les trois autres lieux de culte, à savoir «Djamaa Lahmar», du nom d'un des saints patrons de la ville

APS

PARTENARIAT ENTRE LA BANQUE MONDIALE ET LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

CONNECTER 300 MILLIONS D'AFRICAINS À L'ÉLECTRICITÉ

Nouveaux partenariats, outils pionniers pour la mobilisation des ressources, plans audacieux en faveur de l'accès aux services de santé et à l'électricité : les Réunions de printemps de la Banque mondiale ont mis en lumière le fruit des efforts déployés par le Groupe de l'institution financière pour relever ses ambitions et se recentrer sur le souci du résultat et de l'impact.

« D

e la vision à l'impact », c'était précisément le thème choisi pour cette édition, qui a permis de montrer les progrès

accomplis par la Banque pour se réformer, travailler plus vite et collaborer avec des partenaires pour agir à une plus grande échelle. « Devenir une Banque meilleure, porter de plus grandes ambitions : c'est ce à quoi nous nous employons aujourd'hui », a déclaré le président du Groupe de la Banque mondiale, Ajay Banga. Grâce aux nombreuses initiatives lancées depuis un an pour se transformer, le Groupe de la Banque mondiale a été en mesure d'annoncer de nouveaux plans ambitieux. Premier engagement, celui de raccorder à l'électricité 250 millions d'habitants en Afrique d'ici à 2030, soit une cible revue nettement à la hausse par rapport à l'objectif initial de l'institution. Le 17 avril, lors d'un événement spécial avec Ajay Banga, la Banque africaine de développement a annoncé, par la voix de son président, qu'elle soutiendra 50 millions de personnes supplémentaires.

En œuvrant pour une Banque meilleure et plus efficace, c'est-à-dire plus rapide, plus agile et plus simple, on peut relever nos ambitions et en faire plus, car notre capacité d'exécution sera décuplée par la qualité de nos fondations.

Selon Ajay Banga, président de la Banque mondiale, « ce partenariat est synonyme d'impact majeur pour la population du continent : 600 millions d'Africains n'ont pas encore accès à l'électricité, ce qui crée des obstacles de taille en matière de soins de santé, d'éducation, de productivité, d'inclusion numérique et de création d'emplois. Le raccordement de 250 millions de personnes nécessitera 30 milliards de dollars d'investissements publics et des politiques résolues en matière réglementaire. L'IDA, l'institution de la Banque mondiale qui fournit des dons et des prêts à faible taux d'intérêt, jouera un rôle essentiel. Dans le même temps, cette accélération de l'accès à l'électricité pourrait présenter des opportunités d'investissement pour le secteur privé d'un montant de 9 milliards de dollars, et ce en ne considérant que la production d'énergie renouvelable décentralisée.

Autre engagement significatif, annoncé : aider les pays à étendre les services de santé à 1,5 milliard de personnes. Pour y parvenir, le Groupe de la Banque mondiale se concentrera sur trois axes d'action : élargir le champ de ses priorités pour couvrir, au-delà de la santé maternelle et infantile, l'ensemble des soins

nécessaires tout au long de la vie ; étendre ses projets aux territoires difficiles d'accès et reculés ; et travailler avec les pouvoirs publics afin de réduire les frais inutiles et autres obstacles financiers aux soins.

FAIRE FACE AUX DÉFIS MONDIAUX

Le rôle crucial des financements de l'IDA pour l'ensemble de ces initiatives a été rappelé à maintes reprises lors de ces Réunions, et de nombreux partenaires ont plaidé pour une solide reconstitution de ce fonds (IDA-21) (a) au mois de décembre prochain. Tout au long de l'année écoulée, la Banque mondiale a mis en avant l'importance et l'impact de l'IDA, ainsi que les efforts qu'elle déploie pour devenir une « Banque meilleure » et tirer davantage de son bilan financier.

Une série de nouveaux engagements financiers dévoilés lors des Réunions de printemps pourraient générer jusqu'à 70 milliards de dollars au cours des 10 prochaines années et aider ainsi à mieux faire face aux défis mondiaux. Onze pays ont en effet annoncé des contributions d'un montant total de 11 milliards de dollars qui viendront appuyer de nouveaux instruments conçus par le Groupe de la Banque mondiale : la plateforme de garantie de portefeuille, le mécanisme de capital hybride et le nouveau Fonds pour une planète vivable. Grâce à sa capacité de levier, l'institution pourrait multiplier ces ressources par six à huit, sur 10 ans.

La Belgique, les États-Unis, la France et le Japon se sont engagés à apporter des fonds à la plateforme de garantie de portefeuille, tandis que l'Allemagne, le Danemark, l'Italie, la Lettonie, la Norvège, les Pays-Bas et le Royaume-Uni contribueront au mécanisme de capital hybride. Le Japon s'est en outre engagé à verser la première contribution au nouveau Fonds pour une planète vivable.

Les Réunions de printemps ont aussi été l'occasion d'annoncer la création d'une nouvelle plateforme visant à renforcer les opérations de cofinancement avec d'autres banques multilatérales de développement. Cette Plateforme mondiale de cofinancement collaboratif, qui réunira 10 institutions, comprendra un portail numérique, grâce auquel les partenaires pourront plus facilement partager des informations et identifier des possibilités de coopération, ainsi qu'un forum, où les participants pourront échanger sur leurs meilleures pratiques et difficultés communes. « En œuvrant pour une Banque meilleure et plus efficace, c'est-à-dire plus rapide, plus agile et plus simple, on peut relever nos ambitions et en faire plus, car notre capacité d'exécution sera décuplée par la qualité de nos fondations », a déclaré Ajay Banga, sur Banque mondiale Live.

DE NOUVEAUX PARTENARIATS

Une initiative du Groupe de la Banque mondiale et du Groupe de la Banque africaine de développement pourrait réduire de moitié le nombre de personnes en Afrique n'ayant pas accès à l'électricité.

Le Groupe de la Banque mondiale et le Groupe de la Banque africaine de développement s'associent dans le cadre d'un effort ambitieux visant à fournir un accès à l'électricité à 300 millions de personnes en Afrique d'ici 2030. Le Groupe de la Banque mondiale s'emploiera à raccorder 250 millions de personnes à l'électricité par le biais de systèmes d'énergie renouvelable décentralisés ou de réseaux de distribution. Le Groupe de la Banque africaine de développement soutiendra 50 millions de personnes supplémentaires. L'accès à l'électricité est un droit humain fondamental qui sous-tend tout effort de développement réussi. Actuellement 600 millions d'Africains n'ont pas accès à l'électricité, ce qui crée des obstacles de taille en matière de soins de santé, d'éducation, de productivité, d'inclusion numérique ainsi que de création d'emplois.

« L'accès à l'électricité est le fondement de tout développement. Il s'agit d'un ingrédient essentiel à la croissance économique et à la création d'emplois à grande échelle. Notre aspiration ne se réalisera qu'avec un partenariat et de l'ambition. Nous aurons besoin de l'action politique des gouvernements, de financements de banques multilatérales de développement et d'investissements du secteur privé », a déclaré Ajay Banga, président du Groupe de la Banque mondiale. Ce partenariat témoigne de la détermination du Groupe de la Banque mondiale et du Groupe de la Banque africaine de développement à faire preuve de plus d'audace pour mieux relever l'un des défis les plus pressants de l'Afrique. Cette initiative est la manifestation la plus récente de l'engagement du Groupe de la Banque mondiale à s'orienter davantage vers l'impact et aussi le résultat d'un plan de travail concerté visant à mettre en place une meilleure banque. Elle est soutenue par une constellation de programmes énergétiques régionaux qui seront désormais alignés sur cet objectif commun.

Pour que le Groupe de la Banque mondiale puisse connecter 250 millions de personnes, 30 milliards de dollars d'investissements publics seront nécessaires, notamment par l'intermédiaire de l'Association internationale de développement (IDA), l'institution en charge des dons et des prêts concessionnels aux pays à faible revenu, qui jouera un rôle essentiel. En outre, les gouvernements devront mettre en place des politiques pour attirer l'investissement privé et réformer les services publics afin qu'ils soient financièrement sains et efficaces grâce à des mécanismes tarifaires protégeant les pauvres.

Le raccordement de 250 millions de personnes à l'électricité présenterait des opportunités d'investissement pour le secteur privé dans les énergies renouvelables réparties, d'un montant de 9 milliards de dollars pour ce seul secteur. Par ailleurs, cette initiative offrirait des opportunités considérables d'investissements privés dans les énergies renouvelables connectées au réseau, indispensables pour alimenter la croissance des économies.

ÉTENDRE LES SERVICES DE SANTÉ À 1,5 MILLIARD DE PERSONNES

Ces efforts porteront principalement sur l'amélioration de l'accessibilité financière des soins, l'élargissement de la couverture géographique et l'expansion de l'offre de services. Le Groupe de la Banque mondiale a annoncé un plan ambitieux visant à aider les pays à

fournir des soins abordables à 1,5 milliard de personnes d'ici 2030. Cette initiative à plus large échelle sera mise en œuvre à chaque étape de la croissance et à l'âge adulte. Le Groupe de la Banque mondiale a soutenu depuis des décennies des services de santé dans plus de 100 pays à travers le monde. L'institution continuera de travailler plus étroitement avec des partenaires publics et privés, avec une attention particulière à grande échelle. Sa stratégie de santé s'articule autour de ce qui s'agit d'élargir l'accès à la santé maternelle et infantile et à des soins néo-natals s'attachant à prévenir les maladies non transmissibles et à s'agisser de verser des fonds pour tout entiers des services publics afin de résoudre d'autres obstacles. L'indicateur de santé des bénéficiaires du nombre de personnes par un agent de santé est un élément essentiel, pour garantir la santé aux populations de la vie, sous l'égide de la Banque mondiale. Il faudra travailler avec les gouvernements, entreprises, et autres acteurs dans l'objectif de garantir la santé.

Aujourd'hui, dans le monde, les difficultés financières qu'elles doivent surmonter. L'engrenage de la santé est encore accablant et interdépendant. La Banque mondiale et ses partenaires ont financé des programmes en fonction de son stade de développement. Les plus démunis mettront de la santé dans les pays en développement. Les gouvernements dans les pays à faible revenu qui sont certitude réelle sont ceux qui ouvriront la voie. Les services de santé de production de services de santé. Pour parvenir à l'objectif de la Banque mondiale, il ne suffit pas de dire que s'il n'y avait pas de crise, la vie et mieux gouverner la santé civile. Le Groupe de la Banque mondiale a annoncé la création d'un plan ambitieux visant à aider les pays à ouvrir la voie à la santé.

BANQUE MONDIALE ET LA BAD

ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ D'ICI 2030

services de santé de qualité et à 1,5 milliard de personnes d'ici 2030. Cette annonce s'inscrit dans le cadre des efforts menés à l'échelle mondiale pour garantir des soins essentiels à tous au cours de la vie : bas âge, enfance, adolescence et adulte.

La Banque mondiale contribue depuis des décennies au renforcement des services de santé maternelle et infantile dans plus de 100 pays. Quatre-vingts ans après sa création, elle continue d'employer résolument à travers le monde à travailler plus efficacement avec les gouvernements et partenaires et mobiliser le secteur privé. C'est la clé d'un impact accru et à plus long terme.

Le développement des services de santé repose sur une stratégie axée autour de trois axes d'action. Il s'agit d'attirer l'attention portée à la santé maternelle et infantile pour couvrir l'ensemble des besoins tout au long de la vie, en particulier à la lutte contre les maladies transmissibles, étendre les services dans les zones difficiles d'accès, qu'il s'agisse de villages isolés, de villes ou de pays en développement et de travailler avec les pouvoirs publics pour réduire les frais inutiles et améliorer l'accès aux soins.

Le numérique est utilisé pour comptabiliser les données de la nouvelle stratégie sera de mieux examiner et traitées les données de santé dans le cadre d'une approche en personne ou virtuelle. « Il est essentiel de garantir le développement, de garantir l'accès aux soins de base tout au long de la vie, d'aligner le président du Groupe de la Banque mondiale, Ajay Banga. Cet objectif est pas réalisable en agissant seul. Travailler ensemble, entre secteurs public et privé, unis pour élargir l'accès aux services de

environ 2 milliards de personnes ne sont confrontées à de graves problèmes financiers en raison des dépenses élevées effectuées pour se soigner. Le développement de la pauvreté et des inégalités est entravé par une conjonction de défis majeurs, où le vieillissement démontre les perspectives de pénurie de services de santé (projetée à 10 millions de personnes) viennent s'ajouter au changement climatique, aux pandémies et aux conflits. Face à ce défi, le Groupe de la Banque mondiale combinera financements, connaissances et partenariats. L'ensemble de ses capacités de financement pourront être sollicitées pour répondre aux besoins de chaque pays et de leur développement. Pour les pays en développement, les financements de l'IDA permettront de déployer des agents de santé là où ils n'ont pas accès à des soins de santé de qualité, au revenu intermédiaire, la BIRD et les financements afin d'encourager les investissements dans la santé et le cadre réglementaire nécessaires pour progresser. La Banque mondiale et la bonne gouvernance sont deux conditions essentielles pour parvenir à une hausse des investissements dans le secteur privé, en particulier dans la production de médicaments et d'équipement de protection.

Pour obtenir des résultats dans le domaine de la santé, le Groupe de la Banque mondiale devra nouer des partenariats qui ne sera pas à la hauteur de ses ambitions si elle ne collabore pas en collaboration — et plus encore — avec les organisations non gouvernementales, le secteur privé et la société civile. Le Groupe de la Banque mondiale se concentre sur l'annonce faite par le Japon de son rôle de pôle de connaissances sur la santé mondiale universelle (CSU). Conçue pour



renforcer les capacités des ministères de la santé et des finances, cette initiative bénéficie du soutien de la Banque et de l'Organisation mondiale de la santé.

L'objectif visant à fournir des services de santé de qualité et abordables à 1,5 milliard de personnes d'ici 2030 est l'un des exemples les plus récents de l'engagement du Groupe de la Banque mondiale à mettre davantage l'accent sur son impact. C'est aussi le fruit d'un effort concerté pour bâtir une « Banque meilleure ».

UNE PLATEFORME DE COFINANCEMENT INNOVANTE

Une coalition de dix banques multilatérales de développement (BMD) a lancé une nouvelle plateforme de cofinancement qui permettra de canaliser des capitaux supplémentaires au profit d'un impact plus important et à plus grande échelle. La Plateforme mondiale de cofinancement collaboratif comprendra, un portail numérique, grâce auquel les cofinanciers enregistrés pourront partager leurs projets en préparation de manière sécurisée. Cet outil, hébergé par la Banque mondiale, renforcera l'efficacité et la transparence et permettra aux BMD de partager plus facilement des informations et d'identifier des possibilités de cofinancement. Un forum, qui offrira aux participants un espace de discussion pour échanger sur leurs possibilités de cofinancement, leurs meilleures pratiques et leurs difficultés communes. Ce dispositif viendra aussi soutenir les efforts en cours pour mieux coordonner les politiques et réduire ainsi la charge qui pèse sur les pays clients. La nouvelle plateforme allègera les formalités administratives et les coûts de transaction pour ces pays, tout en garantissant un soutien mieux coordonné et aligné sur leurs priorités, ce qui se traduira par un impact accru sur le développement. En tirant parti des partenariats et en promouvant la transparence, la plateforme permettra aux BMD, aux organismes partenaires et aux pays clients d'affronter les défis mondiaux de manière plus efficace et efficiente. Le renforcement des partenariats occupe une place centrale dans le nouveau modèle stratégique du Groupe de la Banque mondiale qui vise à accroître l'impact de son action. Dans ce cadre, le cofinancement est considéré comme un

moyen efficace d'améliorer l'alignement stratégique, de réunir des ressources concessionnelles, de promouvoir l'efficacité et de renforcer la coordination. Les institutions qui feront partie de la nouvelle plateforme de cofinancement sont la banque africaine de développement, la banque asiatique de développement, la banque asiatique d'investissement pour les infrastructures, la banque de développement du Conseil de l'Europe, la banque européenne d'investissement, la banque européenne pour la reconstruction et le développement, la banque interaméricaine de développement, la banque islamique de développement, le groupe de la Banque mondiale et la nouvelle Banque de développement.

PANOPLIE D'OUTILS POUR LA RÉPONSE AUX CRISES

La panoplie d'outils pour la préparation et la réponse aux crises du Groupe de la Banque mondiale est un ensemble innovant d'instruments destinés à aider les pays en développement à mieux affronter et anticiper les chocs. Il s'agit de donner aux pays plus de moyens d'agir en tant de crise. L'objectif est de favoriser un développement porteur de résultats tangibles, dans le but ultime de concourir à l'édification d'un monde sans pauvreté sur une planète vivable.

En tirant les enseignements des précédentes ripostes aux crises, cet arsenal renforcé comble des lacunes et élargit considérablement les outils mis à la disposition des pays en vue de leur apporter une protection complète en temps de crise. Les derniers outils annoncés offriront aux pays, un accès rapide à des fonds pour les interventions d'urgence, à travers une réaffectation flexible des ressources qui leur sont déjà allouées. Les pays pourront notamment recourir à l'« option d'intervention rapide », un mécanisme qui leur permettra de réaffecter sans délai une partie des financements de la Banque mondiale non utilisés dans le but de répondre aux besoins urgents nés d'une situation de crise. Un accès considérablement élargi à des financements d'urgence prédéterminés et rapide. La Banque proposera un soutien plus souple aux pays afin de les aider à accroître leurs sources de financement conditionnel en prévision de crises

futures. Elle s'attachera aussi à accélérer l'accès à de nouveaux financements d'appui budgétaire en cas de catastrophe, ce qui permettra aux pays de disposer de fonds immédiatement accessibles pour en gérer les conséquences et venir en aide à la population. Afin de tirer le meilleur parti de ces nouveaux outils, les pays engageront des réformes en faveur de la préparation aux crises et d'autres mesures de renforcement institutionnel qui favoriseront à long terme leur résilience. Un plus grand nombre de solutions d'assurance contre les catastrophes est prévu. Le Groupe de la Banque mondiale offrira à tous les pays la possibilité d'intégrer dans leurs financements des obligations-catastrophe, des dispositifs d'assurance et autres produits de gestion des risques. Les États pourront ainsi bénéficier d'une forme d'indemnisation en cas de survenue d'une crise, sans avoir à s'endetter davantage. Des clauses de suspension temporaire de la dette après un choc climatique : le Groupe de la Banque mondiale a élargi le champ d'application de ces dispositions à tous les prêts existants dans les pays éligibles et autorise désormais le report du paiement des intérêts et des frais ainsi que l'utilisation de ressources concessionnelles pour le paiement des frais associés. Cette suspension permettra aux petits États frappés par une catastrophe de donner la priorité aux efforts de secours et de relèvement, afin qu'ils puissent consacrer toute leur énergie non pas à rembourser leurs prêts, mais à répondre à des besoins essentiels, comme l'accès à l'eau potable, à la nourriture et à l'électricité.

Parallèlement, le Groupe de la Banque mondiale intensifie ses activités avec les clients du secteur privé. La Société financière internationale (IFC) met au point un dispositif de réponse aux crises piloté par le secteur privé afin d'aider les institutions financières à atténuer les conséquences des catastrophes naturelles dues au changement climatique. L'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA), de son côté, s'associe aux prêteurs et au secteur privé de l'assurance pour développer des instruments permettant d'intégrer les effets du changement climatique dans les prêts au secteur public, comme l'assurance paramétrique.

Par A.B. et Agences

TUNISIE

PLUS DE 9,3 MILLIONS DE TOURISTES ONT VISITÉ LE PAYS EN 2023

Quelque 9,370 millions de touristes ont visité la Tunisie, en 2023, soit une augmentation de 45,5% par rapport à 2022 et une légère régression par rapport à l'année de référence (2019), selon les données du ministère du Tourisme et de l'artisanat. Le nombre des touristes qui ont visité le pays, du 1er janvier jusqu'au 20 avril 2024, a atteint près de 2,125 millions de touristes, contre 2,2 millions au cours de la même période de 2023. Le gouvernement s'attend à une relance du secteur touristique en 2024 et œuvre à maintenir les bons résultats enregistrés en 2023, a indiqué le ministre du Tourisme lors de sa visite, le 27 avril 2024, à Monastir. Et d'ajouter que l'accent sera mis sur l'amélioration de la qualité des services, l'infrastructure, l'accueil, le transport touristique, l'environnement, l'hébergement et les sites archéologiques. Il a rappelé dans ce cadre l'élaboration du projet de révision de la classification des hôtels, actuellement en phase finale, qui permettra de s'aligner aux nouvelles normes dont le respect du volet environnemental et la prise en compte des personnes à besoins spécifiques.

In African Manager

SÉNÉGAL

Un projet de 3 millions \$ pour stimuler la production de semences de riz pluvial

Le Sénégal dépend à hauteur de 60 % des importations pour ses besoins en riz. Dans le pays qui cible l'autosuffisance depuis près d'une décennie, la production de paddy dépend essentiellement des précipitations.

Au Sénégal, Pape Ndao, secrétaire général du ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l'Élevage, a donné le coup d'envoi du Projet d'appui à la production de semences certifiées de riz pluvial (2PSRP), le 27 avril dernier. Selon les informations relayées par les médias locaux, cette initiative sera mise en œuvre en partenariat avec l'Agence japonaise de la coopération internationale (JICA) sur une durée de 3 ans et pour un coût total de 1,8 milliard de francs CFA (3 millions \$).

« Ce projet est destiné à accompagner les contrôleurs semenciers, les techniciens et les acteurs impliqués dans la production de semences certifiées de riz pluvial, par des formations aux procédures et technologies appropriées ainsi qu'à travers des dotations d'équipements indispensables à une prise en charge correcte de leurs tâches quotidiennes », précise M. Ndao.

Les interventions devraient toucher environ 1500 petits agriculteurs dans les zones d'intervention ciblées que sont



Thiès, Fatick, Kaolack, Kaffrine, Tambacounda, Kédougou, Kolda, Sédiou et Ziguinchor. D'après les autorités, ce projet devrait permettre d'augmenter l'offre en semences certifiées pour la production de riz pluvial. S'il s'agit d'une importante contribution dans un contexte où 70 % de la récolte de paddy

dépend des précipitations, il faut noter que plusieurs observateurs ont souligné, ces dernières années, la nécessité de mettre un accent plus important sur l'irrigation et d'accroître les investissements publics afin de valoriser les atouts de plusieurs zones à fort potentiel comme la Vallée du

fleuve Sénégal (VFS). Les données de la Direction de l'Analyse, de la Prévision et des Statistiques agricoles (DAPSA) indiquent ainsi que le rendement du riz pluvial s'affichait en moyenne à 3 tonnes par hectare en 2022 soit 2 fois moins que celui du riz irrigué.

In Agence Ecofin

NIGERIA

La cuisine au charbon de bois pour pallier le coût du gaz

De nombreux Nigériens cuisinent au charbon de bois pour palier la hausse du prix du gaz de cuisine. Le Bureau des statistiques du Nigeria indique que le coût du gaz a presque doublé cette année. Toutefois selon les experts en climatologie, le charbon de bois a un impact négatif sur la santé publique et l'environnement. « Les choses ne sont pas faciles. Je ne peux pas me tromper en pensant que je peux me permettre d'acheter du gaz maintenant. Au moins, avec le charbon de bois, j'achète par morceaux et cela nous permet de tenir le coup. » a révélé Hausa Ahmadu Hussein, résident de Jos. « Les choses sont généralement chères. Je suis heureuse que les gens puissent trouver une alternative dans le charbon de

bois. » a confié Hausa Ruth Sunday - Vendeuse de charbon de bois. Selon le Bureau des statistiques du Nigeria, le prix du gaz de cuisine a augmenté de 46 % en février par rapport à l'année précédente, une bouteille de 12,5 kg coûtant désormais environ 20 dollars. Le Nigeria, bien que producteur de pétrole, exporte son brut et importe la plupart de ses produits raffinés tels que le gaz, ce qui, selon les marchands, fait partie du problème. « Vous savez ce qu'il faut payer en devises fortes pour que ce produit soit raffiné et ramené chez nous pour la consommation locale. C'est donc l'un des principaux facteurs responsables de la flambée du prix du gaz de cuisine. » a expliqué Alfred Mgbejume - Marchand de gaz. Les

experts du changement climatique affirment que l'option du charbon de bois, bien que plus avantageuse pour les budgets familiaux, n'est pas bonne pour la santé publique et qu'elle entraînerait une déforestation continue. « Nous commençons à voir que les humains, en particulier au Nigeria, se rendent de plus en plus souvent à l'hôpital pour des maladies respiratoires... et nous pouvons relier cela à l'utilisation continue et accrue du charbon de bois et du bois de chauffage... dans les forêts, nous commençons à perdre des espèces, la biodiversité des forêts diminue très rapidement. » a indiqué Plangan Samson Tadin - Activiste du changement climatique. Les militants écologistes demandent au gouvernement

de réparer ses raffineries et de reprendre le raffinage des produits pétroliers pour que les choses s'améliorent. Le gouvernement affirme qu'il travaille sur les moyens de réparer les raffineries qui sont fermées depuis des années. Les ministres affirment que l'une des raffineries, à Port Harcourt, dans le sud-ouest du pays, devrait commencer à fonctionner avant la fin de l'année. Mais la réparation des raffineries pourrait prendre beaucoup de temps et de ressources. Cela signifie que les personnes qui n'ont pas les moyens d'acheter du gaz de cuisine continueront à se contenter de ce qu'elles peuvent se permettre pour le remplacer, comme le charbon de bois.

In Africanews

MAURITANIE

Attribution des 12 premières licences pour « influenceurs » sur les réseaux sociaux

Face à l'engouement suscité par les réseaux sociaux, de plus en plus d'annonceurs se tournent vers ces plateformes pour promouvoir leurs produits. Cependant, de nombreuses plateformes ne respectent pas toujours les lois auxquelles elles sont soumises par l'Etat. L'Autorité mauritanienne de régulation de la publicité (ARP) a procédé le jeudi 24 avril à l'attribution des 12 premières autorisations permettant la pratique de la publicité à tra-

vers les médias sociaux par des particuliers ordinaires. Cette initiative vise à introduire une pratique légale, saine et organisée de la publicité sur les médias sociaux.

Lors d'une cérémonie officielle à Nouakchott, le directeur administratif et financier de l'ARP, Doro Sow, a souligné que ces nouvelles autorisations ne restreignent pas la liberté publicitaire, mais répondent à une nécessité de conformité avec la loi régissant la publicité

en Mauritanie. L'octroi de ces autorisations s'inscrit dans une nouvelle approche de l'ARP visant à réguler la publicité sur les plateformes de médias sociaux.

Cette décision fait suite à la publication de la délibération n°01/2024 du Conseil de l'ARP en date du 12 mars 2024, qui établit les conditions d'autorisation pour la publicité sur les plateformes numériques et les comptes personnels sur les réseaux sociaux, ainsi que les

modalités de retrait de ces autorisations.

Cette décision a également conduit à une mise en conformité des particuliers pratiquant la publicité sur les réseaux sociaux, avec une période d'un mois à compter du 13 mars 2024 pour se conformer à la loi. Ces premières licences ont ainsi été délivrées aux personnes ayant respecté cette procédure. L'ARP entend ainsi mettre de l'ordre sur les plateformes

numériques et veiller au respect de la loi en matière de publicité sur l'ensemble du territoire de la République islamique de Mauritanie. A noter que la loi n°2018-017 relative à la publicité prévoit deux régimes pour l'exercice des activités publicitaires et des services connexes, à savoir le régime de l'autorisation et le régime de la déclaration, en fonction des particularités de chaque activité.

In We Are Tech Africa

APN: «Diplomatie sportive, thème d'une journée parlementaire»

L'équipe du FLN est le parfait exemple de diplomatie sportive car elle a favorisé l'internationalisation de la question algérienne durant la guerre de libération. Autre exemple : des personnalités sportives algériennes peuvent également améliorer l'image de l'Algérie dans le monde.



L'Assemblée populaire nationale (APN) a organisé, mardi, une journée parlementaire sous le thème: "La diplomatie sportive, performance et efficacité, rapporte l'APS. Lors de cette rencontre, des experts en politique et en sport ont appelé à la nécessité "d'impliquer les médias dans la diplomatie sportive, notamment pour transmettre des messages politiques et culturels et exploiter les relations sportives dans l'ouverture des canaux des relations officielles", soulignant le rôle des services médiatiques au niveau du ministère des Affaires étrangères dans le soutien aux activités sportives et l'accompagnement des athlètes algériens qui représentent leur pays dans les compétitions internationales. Les intervenants ont abordé des points "importants" de la diplomatie sportive concernant les médias sportifs qui, selon eux, constituent un instrument très important devant dynamiser

le tourisme sportif par la création de vidéos promotionnelles des zones touristiques, la publication de photos sur les réseaux sociaux et la promotion des sports traditionnels dans certaines régions algériennes. La conseillère au ministère de la Jeunesse et des Sports, Dr Amira Berehail Boudouda, a déclaré dans son intervention que le sport se veut un élément incontournable pour "atteindre les objectifs de la politique étrangère des pays à travers la promotion du rôle de ce que l'on appelle la soft power", soulignant que "les pays du monde entier s'emploient actuellement à développer la diplomatie sportive considérée désormais par les gouvernements comme un instrument d'influence politique (...) en profitant des événements sportifs et en soutenant la représentation

diplomatie sportive dans divers organismes internationaux, en vue d'améliorer l'image de l'Etat et de bénéficier du soft power qu'il assure à différents niveaux" L'intervenante a énuméré, dans ce cadre, des outils qui contribuent à la représentation sportive de l'Algérie au niveau des instances sportives internationales, à l'instar de l'organisation de sessions de formation spécialisées, du renforcement de la connaissance et de la compréhension sportive, du développement des compétences de communication et de négociation et de l'apprentissage de langues étrangères. "L'Algérie est capable de jouer un rôle influent dans la diplomatie sportive à l'avenir, eu égard à ses expériences dans l'organisation des grandes manifestations et ses structures sportives, ainsi

que ses représentants sportifs présents au niveau des différentes instances sportives internationales, outre, sa stabilité sécuritaire idoine pour accueillir tout événement sportif", a-t-elle ajouté. La Journée parlementaire a vu plusieurs interventions sur plusieurs thèmes dont "le rôle du sport d'élite dans le soutien à la diplomatie sportive", présentée par le député à l'Assemblée populaire nationale (APN), représentant de la Communauté nationale à l'étranger, Brahim Dekhinet, "les stratégies de l'internationalisation de la question algérienne lors de la Glorieuse Révolution de libération: cas de l'équipe du Front de Libération nationale (FLN)", et "le rôle des médias dans la diplomatie sportive" présentée par visioconférence par le journaliste Madjid Boutamine. **R.S**

Liberté de la presse : Riche programme sportif pour célébrer la Journée

Excellente initiative que celle de programmer des rencontres sportives pour célébrer la journée mondiale de la liberté de la presse. Précisément, l'Organisation Nationale des journalistes sportifs algériens (ONJSA) a élaboré un riche programme à l'occasion de célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse, coïncident avec le 3 mai de chaque année, a-t-on appris mardi auprès du secrétariat de l'organisation. Sous le slogan: "Festival de la presse sportive", les festivités ont débuté, mardi, au Centre des conférences du Complexe olympique "Mohamed Boudiaf" à Alger, avec la tenue d'une session de formation sur "le processus de production de programmes télévisés sportifs", organisée sous le patronage du

ministre de la Communication, Mohamed Laagab. Une dizaine de journalistes ont marqué leur présence à cette session, encadrée par Yazid Mouaki Benani, Conférencier en médias et expert dans la gestion des chaînes sportives, entre autres. Dans son allocution d'ouverture de la formation, le secrétaire général du ministère de la Communication, Mokhtar Khaldi, représentant le ministre a tenu à relever l'importance de cette formation destinée aux journalistes sportifs audiovisuels, estimant que de telles sessions visent à "asseoir un système national d'information fort" et à "accompagner les efforts de l'Etat dans les secteurs de l'information et des sports". Le SG a rappelé que "la loi sur l'information prévoit un article clair sur l'obligation de

la formation pour les institutions médiatiques qui sont tenues de consacrer un budget à cet effet, et cela afin de promouvoir la presse sportive à davantage de professionnalisme". Le festival de la presse sportive, célébrant la Journée mondiale de la Liberté de la presse se poursuivra, jeudi après midi au nouveau Centre national de regroupement et de préparation des talents et des élites sportifs "Frères Soukane", à Fouka, avec la tenue de la même session de formation qui sera destinée, cette fois-ci, aux journalistes des différentes régions du pays (Centre, Est, Ouest et Sud), invités pour la circonstance et appelés également à disputer un tournoi de Futsal, pour l'après midi de la journée du vendredi. **S.D.**

MLS : Messi marque 9 buts en 7 matchs

La superstar argentine Lionel Messi a inscrit un nouveau doublé samedi dernier pour aider l'Inter Miami à renverser le New England Revolution (4-1) samedi à Foxborough (Massachusetts, Etats-Unis). Déjà auteur d'un dou-

blé la semaine dernière face à Nashville, Messi (36 ans), meilleur buteur de la ligue, comptabilise ainsi neuf buts en sept matches cette saison, et l'Inter Miami reste en tête de la conférence Est. Plus de 65.000 spectateurs étaient

massés dans le Gillette Stadium, partagé par le Revolution avec la franchise de NFL des New England Patriots, pour assister à la démonstration de l'octuple Ballon d'Or. Messi a d'abord marqué le but égalisateur à la 32e

minute avant de permettre à Miami de prendre l'avantage à la 68e minute, servi par un autre ancien du FC Barcelone Sergio Busquets. L'Argentin a également été impliqué dans les deux buts suivants de son équipe. **R.S.**

PREMIÈRE ÉDITION DU FESTIVAL DES SPORTS D'ALGER : LA PISTE DÉDIÉE AUX SPORTS URBAINS ATTIRE LES JEUNES À BAB EZZOUAR

Les amateurs de skateboard, de roller et d'escalade ont trouvé leur bonheur, laissant libre cours à leurs talents sur la piste, première du genre, qui leur a été dédiée au parc urbain de Bab Ezzouar, à l'occasion de la première édition du Festival des sports d'Alger organisé par la wilaya d'Alger au niveau de 5 sites sur 3 jours (25-27 avril). Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire Brahim Merad avait supervisé, jeudi, en marge du lancement officiel de la première édition du festival des sports d'Alger, en compagnie du wali d'Alger, Mohamed Abdennour Rabhi, l'inauguration officielle du parc urbain, situé derrière le centre commercial de Bab Ezzouar, après le réaménagement du site autrefois classé point noir, où des aires pour les sports urbains, à l'instar de l'escalade et du skateboard ont été créées. Parmi les caractéristiques du parc, la disposition du premier espace aux normes internationales pour les différents sports de glisse, ainsi que les vélos "BMX" du freestyle (Skate parkour park). Les sports urbains, ainsi que l'indique leur nom, sont ceux pratiqués en milieux urbains, comme les rues des grandes villes et non sur les espaces sportifs conçus spécialement pour ces sports, tels qu'un stade de foot ou un terrain de tennis. Bien que les pratiquants de ces sports existent en Algérie depuis le début des années 2000, l'absence d'espaces au normes requises a interdit la propagation de ces activités et privé les jeunes de se structurer dans des clubs et des associations. L'APS a rencontré, lors de sa visite de terrain au parc urbain de Bab Ezzouar centre, un groupe de jeunes garçons passionnés par ces sports. Parmi ces jeunes, Riad Kherbouche (19 ans), qui s'est déplacé de son quartier du Ruisseau (commune de Belouizdad) à Bab Ezzouar afin de pratiquer le skateboard, s'est réjoui de cet espace qui lui permettra "de laisser libre cours à ses talents, lui et bien d'autres skateurs talentueux". Le mur d'escalade a, aussi, vu une large affluence par les enfants et adolescents accompagnés de leurs familles. Le deuxième jour du festival des sports d'Alger a été marqué par une forte affluence des familles algériennes et des jeunes sur les différents sites réservés à cette manifestation importante, ce qui a été évident le vendredi après-midi et le samedi au niveau du parc des Grands Vents -Dounia parc. De nombreuses familles ont fait le déplacement via les bus de l'ETUSA qui accompagne cette manifestation en assurant le transport gratuit pour aux Algérois vers les cinq sites abritant les activités du festival. Dans une déclaration à l'APS, l'élu de l'APW d'Alger, Islam Belil, a indiqué que "les jeunes ont besoin de pareils espaces et initiatives, en témoigne la forte affluence des différents franges de la société". Plus de 8000 participants ont été enregistrés sur les différents, ce qui est "extrêmement encourageant", a-t-il ajouté. Cette manifestation verra "plus de 70 activités sportives et de loisir, dédiées aux différentes franges de la société notamment les jeunes, outre des activités pour enfants, femmes et personnes à besoins spécifiques". **APS**

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
 Direction des équipements publics de la Wilaya de Ain Defla
 Numéro d'identification Fiscale (NIF) 099944019061117
Concours National Restreint
 N° **45** /2024

La direction des Equipements Publics de la wilaya d'Ain Defla lance un concours national restreint pour la maîtrise d'œuvre
ÉTUDE POUR LA RÉALISATION D'UN HÔPITAL DE 60 LITS À DJELIDA (W AIN DEFLA)

S'adressent aux architectes agréés seuls ou en groupement ainsi qu'aux bureaux d'études publics, Groupement solidaire d'architectes et ingénieurs en génie civil agréés dans le cadre d'un contrat de gestion de projet avec désignation de chef de fil architecte, bureaux d'études spécialisés ou pluridisciplinaires agréés,
 Et intéressés par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges auprès de la Direction des Equipements Publics - (bureau de retrait des cahiers des charges N°16, au 2eme étage) - Rue Kelouaz Moussa, Ain- Defla à titre gratuit.

Ayant les capacités insérer a l'instruction aux soumissionnaires au page 14, 15 et 16 du Cahier des charges notamment :

capacité financière
 Les candidats ou soumissionnaires ayant cumulé un chiffre d'affaire égal ou supérieur à 25.000.000,00DA. Il s'agit du chiffre d'affaire cumulé des des CINQ (05) dernières années (- 2018 - 2019 - 2020 - 2021 - 2022)

capacité technique
 * Avoir assuré la maîtrise d'œuvre de Deux (02) projet (Etude et suivi ou étude seule) classés à la Catégorie « C » ou plus, de la classification en matière de maîtrise d'œuvre en Bâtiment en projet complet en T.C.E
 Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière (conformément a l'article 19 du Cahier des charges page 08 et 09) doivent être insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, et sont mises dans une autre : enveloppe anonyme, comportant la mention
Soumission à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres
A Monsieur Le Directeur Des Equipements Publics De La Wilaya De Ain Defla
Concours National Restreint N°45...../2024

portant sur maîtrise d'œuvre étude pour la réalisation d'un Hopital de 60 Lits à Djelida (W AIN DEFLA)

La durée de préparation des offres * Pour le dossier de candidature, est fixée à QUINZE (15) jours, à compter de la date de la première parution de l'avis D'appel d'offres dans l'un des quotidiens nationaux ou le BOMOP.
 * Pour l'offre technique, de prestations et financière, de: TRENTE (30), à compter de la signature de l'invitation des candidats présélectionnés.

La date de dépôt des offres est fixée au 15ième jour correspondant au dernier jour de la durée de préparation des offres au plus tard à 12h 00 mn. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant, et déposée auprès de la direction des équipements publics bureau N°22 au 1er étage sise au Rue de KALOUAZ Moussa Ain Defla
 La période de validité des offres est égale à la durée de préparation des offres augmentée de quatre-vingt dix (90) jours à compter de la date de dépôt des offres.
 Le présent avis d'appel d'offre tendra lieu d'invitation aux soumissionnaires pour assister à la séance d'ouverture des plis qui aura lieu à la date de dépôt des offres à Douze heures (12h00) au siège de la direction des équipements publics bureau N°08 au 1^{er} étage sise au Rue de KALOUAZ Moussa Ain Defla. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant au même endroit.

L'EXPRESS DU 2/05/2024 ANEP : N° 2416013909

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA D'ALGER
DIRECTION DU BUDGET DE LA COMPTABILITE ET DU PATRIMOINE
 NIF 41 000 20000 16085

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DU MARCHÉ

En application des articles 52 et 65 du décret présidentiel n°15-247 du 16septembre 2015 portant réglementation des marchés publics, la direction des travaux publics de la wilaya d'Alger informe les entreprises soumissionnaires dans le cadre de l'avis d'appel d'offres Ouvert avec exigence de capacité minimale paru dans les quotidiens: LA BOURSE et **البرق** le 11/03/2024.

Qu'à l'issue de l'évaluation des offres technique et financière, l'attribution provisoire du marché a été prononcée comme suit :

Projet : Travaux de renforcement du réseau d'assainissement à travers le réseau routier de la Wilaya d'Alger.

Lot 01 : Travaux de renforcement du réseau d'assainissement à travers le réseau routier de la Wilaya d'Alger (1^{ère} section)
 Lot 02 : Travaux de renforcement du réseau d'assainissement à travers le réseau routier de la Wilaya d'Alger (2^{ème} section)
 Lot 03 : Travaux de renforcement du réseau d'assainissement par fonçage horizontale à travers le réseau routier de la Wilaya d'Alger.

N° de Lot	Entreprise	Note/100	Montant (DA)	Délai	Observation
Lot 01	SARL ZIRAKAM SERVICES NIF : 099917030221649	66,25	5 914 300,00	02 Mois	Offre moins disante
Lot 02	SARL ZIRAKAM SERVICES NIF : 099917030221649	71,25	4 286 975,00	02 Mois	Offre moins disante
Lot 03	Le lot 03 est déclaré infructueux pour motif : les soumissionnaires sont Non Eligible				

Les autres soumissionnaires sont invités à se rapprocher de la direction des travaux publics de la Wilaya d'Alger au plus tard Trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de cet avis pour prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres technique et financières.

Les soumissionnaires qui contestent le choix opéré peuvent introduire un recours auprès de la commission des marchés de la Wilaya d'Alger dans les Dix (10) jours qui suivent la première publication de cet avis dans les quotidiens nationaux et dans le BOMOP.

L'EXPRESS DU 2/05/2024 ANEP : N° 2416014026

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

DAIRA - BOUINA
 WILAYA : AIN DEFLA
 COMMUNE EL - MAINE

N° d'identification fiscale : 098444349080504
AVIS D'APPEL OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC
EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 02/2024 (POUR LA MOUVRE POU)

La commune d'Elmaine lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec Exigence de capacités minimales conformément aux dispositions de l'article : 40 ,42,44 du décret présidentiel n° 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations du service public et l'article 36,37,38,39 de la loi n° 23-12 du 05/08/2023 limite les réglementations généraux des marchés publics. . pour :

acquisition un camion citerne 10000L . après d'annulation D'APPEL D'OFFRE pour la première fois

Les entreprises intéressées par le présent avis qualifiées dans le secteur production ou vente **LES CAMIONS ET VOITURES(PRODUCTEURS.AGENTS Autorisés)** sont invitées à retirer le cahier des charges auprès de la commune d'el-Maine bureau des marchés publics «contre paiement d'une somme de: Trois milles dinars (3.000,00 DA)Frais de participation à l'appel d'offresAprès du régisseur communal.
 Le cahier des charges doit être retiré par le candidat ou le soumissionnaire ou leurs représentants désignés à cet effet.
Les offres doivent être accompagnées des pièces suivantes

01- Le dossier de candidature :

- Déclaration de candidature remplie, signée, cachetée et datée par le soumissionnaire
- Déclaration de probité remplie, signée, cachetée et datée par le soumissionnaire
- Les Statuts pour les sociétés
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise

N.B pour les autres pièces permettant d'évaluer les capacités des candidats : (voir l'article N° 04 instructions aux soumissionnaires du cahier des charges) .

02 - Offre technique :

- Le cahier des charges, signé, cacheté et daté par le soumissionnaire portant à la dernière page la mention manuscrite (Je ti accépté)
- Déclaration à souscrire remplie, signée, cachetée et datée par le soumissionnaire
- Le planning et le détail d'exécution signés, cachetés et datés par le soumissionnaire
- Le mémoire technique justificatif, contenant un numéro et l'initialité de l'opération cacheté et daté par le soumissionnaire

03 - Offre financière :

- Lettre de soumission remplie, signée, cachetée et datée par le soumissionnaire
- Bordereaux des prix unitaires remplis en chiffres et lettres signés, cachetés et datés par le soumissionnaire
- Le détail estimatif et quantitatif rempli, signés, cachetés et datés par le soumissionnaire
- Le Dossier Candidature et l'offres techniques et l'offres financières sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées indiquant la désignation de l'entreprise. La référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « le dossier de candidature » ou « offre technique » ou « offre financière » selon le cas .Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme comportant la mention à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres - Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N° :02/2024 et l'initialité du projet :

acquisition un camion citerne10000 L

Adresses à Monsieur le président de l'APC EL-MAINE

- Les délais de préparation des offres sont fixés à quinze (15) jours à partir de la première parution de cet avis dans les quotidiens nationaux ou dans le BOMOP.
- Le jour et l'heure limite de dépôt des offres correspondent au dernier jour de la durée de préparation des offres
- Avant quatorze heur (14 :00 h)
- Le jour d'ouverture des plis techniques et financiers correspond au dernier jour de la durée de préparation des offres à quatorze heur (14 :00 h)
- Si le dernier jour de la durée de préparation des offres coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal , la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant
- Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pour un délai de quatre vingt dix (90) jours à partir de la date de dépôt des offres
- Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis, cet avis se fait foi .

L'EXPRESS DU 2/05/2024 ANEP : N° 2416014192

République Algérienne Démocratique et Populaire

Wilaya de Laghouat
Daira de Ain Madhi
Commune de Tadjrouna

AVIS
d'attribution provisoire des travaux

Code d'identification Fiscale : 098503180092478

En application du décret présidentiel n° 15-247 du 15/09/2015 modifié et complété

En application du décret présidentiel n° 23-12 du 05/08/2023 modifié et complété

LE RESPONSABLE DE LA GESTION DES AFFAIRE DE LA COMMUNE de Tadjrouna informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel à propositions ouvert avec l'exigence de capacités minimales N° 03 / 2024 qu'à l'issue de l'analyse et du jugement des offres il a été décidé ce qui suit :

Désignation du projet	Soumissionnaire retenu & N° de Code fiscale	Montant de l'offre en (TTC & R)	Délai de réalisation	La note d'offre technique	OBS
Fourniture RETRO- CHARGEUR	SARL TIRSAM 000705018007949	14.600.000.01	10 jour	30.00	Moins disant

Les soumissionnaires désirants prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières, sont invités à se rapprocher du bureau des marchés au plus tard trois (03) jours à compter de la première publication du présent avis.

Toute contestation de la part des soumissionnaires devra faire l'objet d'un recours écrit à introduire auprès du RESPONSABLE DE LA GESTION DES AFFAIRE DE LA COMMUNE de Tadjrouna (Président de la comité des marchés) dans les dix (10) jours qui suivent la date de publication du présent avis

L'EXPRESS DU 2/05/2024 ANEP : N° 2416014061

ÉTATS-UNIS

L'insécurité fait fuir de plus en plus de touristes

Longtemps perçu comme une valeur sûre, le voyage aux États-Unis attire moins. Parmi les causes, la violence par armes à feu, souvent spectaculaire, raconte "USA Today" dans un article qui fait la une du quotidien.

Le tapis à bagages tourne, prêt à rendre leurs biens aux touristes fraîchement débarqués dans cet aéroport américain. Pourtant, à l'exception d'une personne qui s'éloigne du tapis, la salle est vide. Mais où sont donc les touristes ? Pas aux États-Unis, que certains voyageurs ont tendance à "éviter" en raison de "la violence des armes à feu", comme le titre le quotidien américain USA Today à sa une. "Tout le monde ne veut pas venir aux États-Unis", affirme le média établi en Virginie, qui rappelle qu'en 2023 le secteur national du voyage "a perdu 12 millions de visiteurs par rapport à 2019", selon une étude de l'Association américaine du voyage, soit une baisse de 16 % par rapport à l'avant-pandémie. Dans cette étude, qui a classé 18 pays en matière de compétitivité pour le tourisme, les États-Unis arrivent avant-derniers, "la sécurité étant un facteur majeur, après les délais d'obtention des visas et le niveau élevé du dollar". Comme le rappelle le journal, les taux d'hom-



cides par arme à feu sont "19 fois plus élevés aux États-Unis qu'en France et 77 fois plus élevés qu'en Allemagne", selon l'Institut des indicateurs et de l'évaluation de la santé. Ainsi, "la sécurité préoccupe tous les voyageurs", estime Geoff Freeman, président de l'Association américaine du voyage. Le média donne la parole à plusieurs passionnés des États-Unis qui décident pourtant de ne pas y retourner, par peur d'être confronté à une fusillade ou à un cambriolage. L'une d'entre eux, qui

s'est rendue à San Francisco, dit même craindre de marcher dans la rue en pleine journée, de poser ses affaires à côté d'elle ou de retrouver sa voiture vandalisée, dans une ville où "les vols ont augmenté de 14,5 % en 2023 par rapport à 2022". Entre 2019 et 2021, les États-Unis ont perdu quatre places dans l'indice de sûreté et de sécurité du Forum économique mondial (WEF) "en raison du manque de fiabilité des services de police et de la peur de la violence armée", affirme USA Today. Même les

aéroports ne sont plus des lieux rassurants : en 2023, l'Administration de la sécurité des transports a interdépartementairement "un nombre record de 6 737 armes à feu – dont 93 % étaient chargées" lors de ses contrôles de sécurité à l'aéroport. Avec "55 fusillades de masse" recensées sur les seuls mois de janvier et février aux États-Unis – selon le site Gun Violence Archive –, l'image du pays sur ce plan risque de ne pas s'améliorer cette année.

In Courrier International

JAPON

Le yen repart à la hausse après un plus bas depuis 34 ans contre le dollar

Le yen est reparti en forte hausse lundi dernier, après avoir atteint un plus bas contre le dollar depuis 34 ans, dans les premiers échanges de la journée. La devise japonaise s'est renforcée jusqu'à 155,05 yens pour un dollar, après avoir chuté jusqu'à 160,17 yens pour un billet vert dans les échanges du matin en Asie, alimentant les spéculations sur une possible intervention des autorités japonaises pour soutenir sa monnaie, pour la première fois depuis 2022. L'inflation a rebondi en mars aux États-Unis, selon l'indice PCE publié vendredi, privilégié par la banque centrale américaine, la Fed, ce qui devrait l'encourager à attendre avant de commencer à abaisser les taux. Un peu avant, la Banque du Japon (BoJ), avait opté pour le statu quo monétaire, lors de sa réunion de vendredi, faisant dévisser le yen alors que le gouvernement nippon n'est pas non plus intervenu sur le marché des

changes pour soutenir sa devise. Le prix du métal jaune ne cesse de grimper et affoler les cours mondiaux. Perçu comme une valeur refuge, il est surtout privilégié à cause du recul du dollar. Les autorités japonaises se sont dites à plusieurs reprises prêtes à intervenir en cas de mouvements incontrôlés du taux de change, citant la spéculation comme un problème majeur. Toutefois, les observateurs sont sceptiques quant à l'efficacité de ce qui serait la première intervention depuis la fin 2022. «Les attentes d'une intervention avec un impact durable pourraient être déçues étant donné que les fondamentaux macroéconomiques ne soutiennent pas un changement soudain vers une position monétaire interventionniste», a déclaré Tapas Strickland de la National Australia Bank. Les investisseurs ont dû revoir leurs prévisions concernant le nombre de réductions des taux améri-

cains attendus cette année, après le rebond des prix à la consommation aux États-Unis. Ils n'en attendent plus qu'une seule, alors qu'ils en prévoient jusqu'à six au début de l'année 2024, pointant vers une quasi-stabilité des taux américains cette année. La dernière annonce de politique monétaire de la Fed, cette semaine, sera scrutée à la recherche de toute nouvelle indication sur les projets des autorités en matière de politique monétaire. La BoJ a mis fin à sa politique de taux négatifs, qu'elle était la dernière au monde à pratiquer le mois dernier, en remontant son taux directeur pour la première fois en 17 ans. Après des décennies de déflation et de stagnation, l'inflation est attendue vers 2 % cette année (hors produits frais) au Japon. La BoJ est longtemps restée une exception, avec une politique ultra-accommodante alors que les autres banques centrales ont aug-

menté leurs taux pour lutter contre l'inflation galopante, provoquant un écart important qui a poussé les investisseurs à se tourner vers d'autres devises. «Les marchés semblent essayer de pousser le dollar-yen vers 160 en l'absence d'intervention officielle», a déclaré Vishnu Varathan, de la Mizuho Bank. Un yen faible est généralement considéré comme un avantage pour les nombreuses entreprises exportatrices du Japon. Mais en renchérissant également les importations du pays, la dégringolade du yen pèse en même temps sur la consommation intérieure et peut alimenter une inflation «importée» : le contraire d'une hausse des prix stimulée par des augmentations de salaires et la demande, la configuration que la BoJ souhaiterait entrevoir avant de resserrer davantage les vannes du crédit.

In Sud Ouest

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE MICROSOFT LANCE UNE IA POUR SMARTPHONE

Microsoft vient de lancer une nouvelle intelligence artificielle, en version miniaturisée.

Celle-ci s'appelle Phi-3 Mini, et compte seulement 3,8 milliards de paramètres. Une brouille par rapport à GPT-4 d'OpenAI et ses 1 700 milliards de paramètres, ou même le nouveau Llama 3 de Meta, proposé dans sa version standard de 70 milliards de paramètres, ou une version réduite à 8 milliards de paramètres. Selon Eric Boyd, vice-président de la plateforme Azure AI de Microsoft, Phi-3 Mini est aussi capable que des grands modèles de langage (LLM) comme GPT-3.5.

Pour rappel, GPT-3.5 est le modèle actuellement utilisé dans la version gratuite de ChatGPT et comporte 175 milliards de paramètres.

Un petit modèle de langage (SLM) offre certains avantages, comme d'être moins coûteux à faire fonctionner et de nécessiter un matériel beaucoup moins puissant. Phi-3 Mini a été conçu pour pouvoir être lancé directement sur un smartphone ou un ordinateur portable, sans être connecté au Web et sans avoir besoin du cloud.

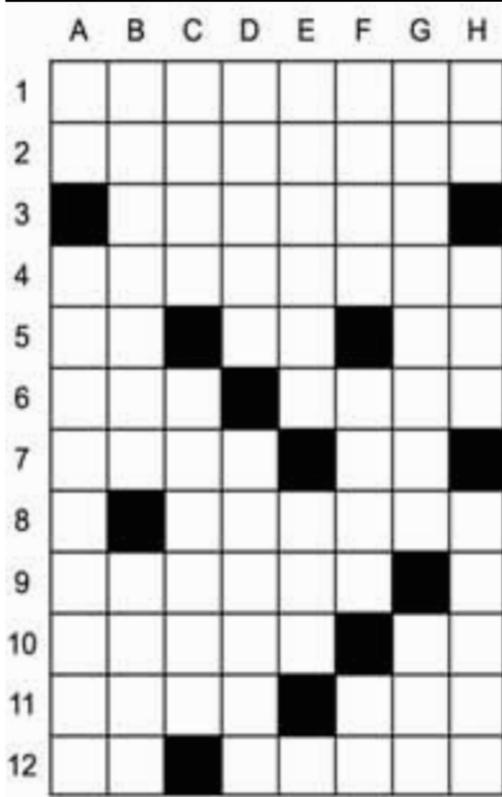
Toutefois, l'IA aura une connaissance générale moins étendue que les grands modèles comme GPT-4. Phi-3 Mini pourra notamment intéresser les entreprises qui souhaitent créer des chatbots ou autres applications, avec une IA entraînée sur leurs données internes. Microsoft a indiqué que ce modèle a été entraîné à partir de contenus générés par un LLM.

En s'inspirant de la manière dont les enfants apprennent, Microsoft a pris une liste d'environ 3 000 mots et demandé à une autre IA de créer des livres pour enfants, qui ont servi à entraîner Phi-3 Mini.

Cette technique est assez controversée, certains n'hésitant pas à parler de consanguinité numérique. Cela pourrait créer un cercle vicieux où à force de copier les unes sur les autres, les IA perdront en qualité. Cette nouvelle IA est disponible sur Azure, Hugging Face et Ollama. Microsoft compte également publier deux autres versions, Phi-3 Small et Phi-3 Medium, avec 7 et 14 milliards de paramètres respectivement.

In Futura Sciences

Mots Croisés



VERTICALEMENT

- A. Décigramme. Étoile en devenir.
- B. Inspira et souffla. Amalgame réfléchissant.
- C. Greffe un scion. Aspiré.
- D. La place de l'exposant. Il est proche du tibia.
- E. Série avec des rires. Petit récipient au laboratoire.
- F. Choisie par des voix. Procéder au mariage. Début d'épithaphe.
- G. Le bruit du silence. Pleu.
- H. Île ou note. Cabas. Maire d'une grande ville.

HORIZONTALEMENT

- 1. Il forme des animaux savants.
- 2. Bienveillante.
- 3. Position dans la société.
- 4. Vestes courtes.
- 5. C'est le titane. Comme ut. Cours en Flandre.
- 6. Perroquet au plumage bariolé. Puissante base de parfum.
- 7. Le métro c'est son boulot. Drame pour la geisha.
- 8. Calmant pour bébé.
- 9. Allonger ou étendre.
- 10. Jeu de cartes. Rapport on ne peut plus constant.
- 11. Bien à toi. Callosité.
- 12. Indique le lieu où l'on va. Banni.

LES MOTS FLÉCHÉS

MAGOUILLES (down), **FLEUR EN ÉTOILE** (down), **CE QUI N'EN EST PAS EST INDISPENSABLE** (down), **MIS EN BOÎTE** (down), **DE TRAVERS (DE)** (down), **ALLER AU PROCÈS** (down), **ADIPEUX** (right), **RENGAINES** (down), **CHIMÈRES** (right), **TITANE EN BREF** (down), **PLATEAU ANDIN** (down), **GREFFÉES** (down), **EMPOISONNANT** (right), **AINSI FINIT ICARE** (right), **ELLE FORME UN TOUT** (right), **BASE DE DÉPART** (right), **LAISSE UN BLANC** (right), **ACCROCHE PUBLICITAIRE** (right), **AUTEUR ANONYME** (right), **AMUSEMENT** (right), **LOCUTION LATINE** (right), **GESTE DE PREMIERS SECOURS** (right), **ÉVAHOUÏES** (down), **CHARGÉ COMME UN ÂNE** (down), **CRUTE À FEU VIF** (down), **INITIALES DE BORNE** (right), **RIVIÈRE D'ANGERS** (down), **CRÈTE OU FAÎTE** (down), **DÉPOURVU DE TOUT** (down), **VITESSE ABRÉGÉE** (down), **CATASTROPHIQUES** (right), **ARBRE À NOIX** (right), **DIEU DU Foyer ROMAIN** (right), **AVEC ENTRAIN** (right), **ENCERCLÉE** (right), **SIGLE D'UNE UNION** (right), **LA VILLE DES SAGIENS** (right), **GRANDE OUVERTE CHEZ LE BABA** (right)

TERME CONNU DU PHOTOGRAPHE (right), **FIG VENIR AVEC TOI** (down), **CE POISSON A-T-IL UNE AURÉOLE ?** (right), **LAC DES ÉTATS-UNIS** (down)



SIDOKU

1		8	6				7	4
7			1	4			2	3
9				5	2		1	
	4		8			6		
5	6			7	4	1		
	7		3			2		
4				2	7		6	
6			5	1			8	2
2		3	4				9	5

1 2 3 4 5 6 7 8 9

MOTS MÊLÉS

ARAIGNEE ARPENTER AUTRE BEURRE DAME ENVOI ETENDARD FALSIFIER FOIRER
 GUARANI IGNORANT INANIME JOAILLIER NARRATION NEGATIF PEINTRE PETREL
 RAPLAPLA RESEDA RIVALE ROGUE ROULIS TORREFIER

F	N	J	T	T	P	G	P	R	E	A	A
A	D	A	O	N	U	E	E	M	A	D	R
L	R	L	R	A	T	R	I	E	F	E	A
S	A	P	R	R	I	N	I	N	I	S	I
I	D	A	E	O	A	L	R	V	T	E	G
F	N	L	F	N	U	T	L	O	A	R	N
I	E	P	I	G	T	L	I	I	G	L	E
E	T	A	E	I	R	E	I	O	E	U	E
R	E	R	R	U	E	B	R	S	N	R	E

16



- Alger 20°
- Ouargla 15°
- Oran 18°
- Constantine 19°

FADJR 03:36	DOHR 12:46	ASR 16:36	MAGHREB 19:59	ISHA 21:42
----------------	---------------	--------------	------------------	---------------

AIR ALGÉRIE

OUVERTURE DES RÉSERVATIONS EN LIGNE POUR L'OFFRE "OSRA-FAMILLE"

Air Algérie a annoncé, hier, dans un communiqué, l'ouverture des réservations en ligne pour l'offre "Osra-Famille", qui prévoit des réductions sur les tarifs des vols internationaux au profit des familles algériennes. "En réponse à la demande croissante de nos chers clients et compte tenu du grand succès de l'offre -Osra-Famille-, Air Algérie

annonce l'ouverture des réservations en ligne pour cette dernière à travers son site officiel et son application", lit-on dans le communiqué. Cette démarche vise à "faciliter l'accès des familles algériennes à cette offre spéciale, conformément à la politique du Gouvernement en matière de numérisation et d'e-communication", précise le

communiqué. Pour rappel, l'offre "Osra-Famille" permet de voyager en aller-retour avec au moins un membre de la famille à un prix exceptionnel pendant la prochaine saison estivale sur les vols d'Air Algérie opérant du 1^{er} juin au 30 septembre 2024, sous réserve de l'achat des billets avant le 31 août prochain.

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // JEUDI 2 MAI 2024 // N°804 // PRIX 20 DA

HYDRAULIQUE

L'ADE signe trois conventions pour moderniser la gestion des services de l'eau

Au cours d'une rencontre à l'occasion du 23^e anniversaire de la création de l'Algérienne des eaux (ADE), organisée, mardi dernier, sous le slogan "Défis et perspectives de l'Algérienne des eaux", trois conventions ont été signées entre l'ADE et divers organismes dans l'objectif de "renforcer la coopération dans l'application des technologies de numérisation et des technologies modernes pour la gestion des services publics d'eau potable".

Il s'agit d'une convention paraphée avec la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR) pour faciliter les services bancaires, au profit des travailleurs de l'ADE.

Aussi, une deuxième convention a été signée avec la SAR "Basseer Technology pour l'innovation" afin de développer une plateforme technologique innovante pour améliorer la gestion des installations d'irrigation gérées par l'ADE.

La troisième convention a été paraphée avec la société "Slick Pay" pour permettre aux clients de l'ADE de payer leurs factures via une nouvelle plateforme de paiement électronique sécurisée et rapide.

Selon un communiqué remis à la presse, à cette occasion, le chiffre d'affaires total de l'ADE en 2023 a atteint 35,64 milliards de dinars, le montant représente, également, le recouvrement sur la même période.

L'entreprise a assuré au cours de la même année,



l'approvisionnement en eau potable à 30,6 millions de clients, avec une production d'eau potable estimée à 1,99 milliard de mètres cubes. Au cours de la même année, pas moins de 8,11 millions de m³ d'eau ont été récupérés et plus de 292 700 fuites ont été réparées à travers le

pays. Aussi plus de 25 500 branchements illicites et illégaux ont été éliminés, ce qui a permis de récupérer environ 4,6 millions de m³, consommées de manière illégale.

L'ADE qui comptabilise 36 463 travailleurs, compte plus de 6,2 millions d'abon-

nés.

Lors de ce regroupement, une dizaine de représentants des métiers de l'eau de l'ADE ont été honorés pour leur distinction dans leurs tâches et missions.

Aussi, les trois premières unités ADE (Souk Ahras, Jijel, M'sila) qui ont œuvré à étendre leur couverture pour assurer l'approvisionnement en eaux aux différentes communes de leurs wilayas, ont été honorées, ces mêmes unités bénéficient d'agences mobiles pour améliorer la qualité de leur service public.

Dans le même registre, des unités de l'ADE, parmi celles qui ont participé le plus aux différentes campagnes de sensibilisation initiées par l'entreprise, et les 10 unités qui ont réalisé "des records" dans le recouvrement des dettes de l'entreprise auprès de ses abonnés, ont été, également, honorées.

R.S.

SAHARA OCCIDENTAL

LE CÉLÈBRE COUPLE DE MILITANTS SUÉDOIS ARRIVE À LYON (FRANCE)

Le jeune couple de militants suédois, qui parcourt à vélo sans relâche pour faire connaître la cause sahraouie à travers trois continents depuis 2022, est arrivé hier à Lyon pour une première étape en France. Sanna Ghotbi et Benjamin Ladraa ont été accueillis par des militants des droits de l'homme de différentes nationalités et des mouvements associatifs, notamment par le Mouvement dynamique des Algériens en France (Moudaf), brandissant des drapeaux aux couleurs du Sahara occidental et scandant des slogans en solidarité avec la cause sahraouie et la Palestine. "Aujourd'hui, nous dénonçons l'occupation par l'entité sioniste de la Palestine et l'occupation marocaine du Sahara occidental. Nous dénonçons l'occupation partout à travers le monde", a déclaré l'activiste Benjamin Ladraa à son arrivée à Lyon, soulignant que l'organisation de cette manifestation a pour but de "défendre les droits de l'homme et le droit international". Les deux militants se sont lancés le défi de parcourir 48 000 km à vélo, en pédalant les contrées de plusieurs pays sur plusieurs continents depuis septembre 2022 de Göteborg en Suède pour arriver en finale à Alger puis dans les camps de réfugiés sahraouis, en septembre 2024, afin de faire entendre la juste cause du peuple sahraoui et son droit fondamental à l'autodétermination.

R.I.

CRIMINALITÉ

Douze accusés placés en détention provisoire pour blanchiment d'argent et pratiques douteuses

Le juge d'instruction près le Pôle pénal national économique et financier (Alger) a ordonné la mise en détention provisoire de 12 accusés et le placement d'autres sous contrôle judiciaire dans une affaire liée à un réseau criminel impliqué dans le blanchiment d'argent et des pratiques commerciales douteuses dans le commerce du tabac, a indiqué, lundi dernier, un communiqué du parquet de la République près le même Pôle. "En application des dispositions de l'article 11 du code de procédure pénale, le parquet de la République près le Pôle pénal national économique et financier informe l'opinion publique que suite à des informations selon lesquelles un réseau criminel s'adonnerait au blanchiment d'argent et au recel de revenus criminels provenant de pratiques commerciales douteuses dans le commerce du tabac, une enquête préliminaire a été ouverte ayant révélé l'implication dans les faits d'une société spécialisée dans la vente de tabac et son

gérant dénommé (B.D.Kh.)", précise la même source. "L'accusé a utilisé des registres de commerce de personnes n'ayant aucune relation commerciale avec ces registres en échange de sommes d'argent pour justifier l'origine illicite de ces fonds qui étaient ensuite déposés dans diverses banques au nom des mis en cause afin d'éviter la découverte de leur source douteuse résultant de la fraude fiscale et du blanchiment d'argent, en sus de la saisie de faux billets en monnaie nationale", note le communiqué. "Sur la base des conclusions de l'enquête préliminaire, le parquet de la République a émis des mandats de saisie de biens meubles et immeubles et de fonds dans des comptes bancaires ainsi que des métaux précieux pour un montant dépassant 543 milliards de centimes". Ledit communiqué a indiqué qu'"en date du 28/04/2024, les mis en cause ont été déferés devant le parquet de la République qui a ordonné l'ouverture d'une enquête judiciaire sur les

faits contre l'accusé (B.D.Kh.) et sa société ainsi que leurs complices pour les crimes de faux monnayage, faux en écritures commerciales et bancaires, blanchiment d'argent et recel de revenus criminels dans le cadre d'une organisation criminelle organisée, fraude fiscale et pratique d'activités commerciales frauduleuses au moyen de factures fictives et falsifiées", "faits prévus et punis par le code pénal, la loi sur la lutte contre le faux et usage de faux, la loi sur les impôts directs et taxes assimilées et la loi sur les pratiques commerciales". "Le juge d'instruction a interrogé le même jour les accusés lors de la première comparution et ordonné la mise en détention provisoire de 12 accusés, tandis que les autres ont été placés sous contrôle judiciaire", a fait savoir la même source, relevant que "l'enquête judiciaire sur les faits est toujours en cours".

R.N.

